



The Andrew W. Marshall
FOUNDATION

The Andrew W. Marshall Papers

SE PENCHER SUR L'HISTOIRE POUR ENVISAGER LES DÉCISIONS DE DEMAIN : LA FRANCE, LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE EN 2050

Les relations franco-chinoises, d'hier à demain, et l'avenir du PCC

PAUL CHARON, ANTOINE BONDAZ, PIERRE GROSSER, ET STÉPHANE MALSAGNE

À propos des auteurs

Paul Charon

Paul Charon est Directeur du domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence à l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM) et docteur en études politiques. Avant de rejoindre l'IRSEM, il a travaillé plus de 10 ans en qualité d'analyste du renseignement puis de conseiller prospective au sein du ministère des Armées. Il a également été chercheur associé à l'antenne franco-chinoise de sciences humaines et sociales de l'université Qinghua à Pékin pendant deux ans. Ses travaux portent sur la Chine (stratégies d'influence, services de renseignement) et les méthodes d'analyse du renseignement.

Antoine Bondaz

Chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, Antoine y dirige notamment le FRS-KF Programme Corée sur la sécurité et la diplomatie ainsi que le Programme Taïwan sur la sécurité et la diplomatie. Il est responsable de la plateforme conjointe avec le German Institute for International & Security Affairs (SWP) sur l'Indopacifique. Ses recherches portent principalement sur la politique étrangère et de sécurité de la Chine et des deux Corées, et les questions stratégiques en Asie de l'Est.

Pierre Grosser

Membre du Centre d'Histoire de Sciences Po Paris, docteur en histoire, Pierre Grosser enseigne l'histoire des relations internationales et les transformations du monde contemporain. Il est spécialisé dans l'histoire de la guerre froide, la guerre d'Indochine, et l'Asie dans les relations internationales. Parmi ses dernières publications, *1989, l'année où le monde a basculé*, Perrin, 2e ed., 2019, *L'histoire du monde se fait en Asie. Une autre histoire du XXe siècle*, Odile Jacob, 2e ed., 2019, *Pourquoi la Seconde Guerre mondiale ?* Archipoche, 2e ed., 2022. Son livre sur le risque de guerre entre les États-Unis et la Chine sortira au printemps 2023 aux Presses du CNRS.

Stéphane Malsagne

Stéphane Malsagne est agrégé et docteur en Histoire de l'Université de Paris I. Enseignant et chercheur, il est spécialisé sur l'histoire du Moyen-Orient, sur les diplomates français en Extrême-Orient depuis la fin du XIXe siècle et sur la Chine communiste depuis 1949 (élites politiques, réformes et luttes de pouvoir pendant la transition post-maoïste). Parmi ses derniers ouvrages, *Le Liban en guerre (1975-1990)*, Belin, 2020 (co-auteur), ouvrage primé en 2021, et « *Avec toi au pouvoir, je suis tranquille* ». *Hua Guofeng (1921-2008)*, Les Indes savantes, 2022. Ses recherches actuelles portent sur l'année 1949 en Chine.



Sommaire

Remerciements & Avertissements	5
Introduction	6
Partie 1 : Éléments pour une histoire des relations franco-chinoises.....	7
Les relations avant la prise de contrôle communiste.....	7
Début de la guerre froide.....	9
Fin de la guerre froide.....	13
Depuis Tian'anmen	19
Partie 2 : Cartographier les acteurs de la politique chinoise de la France aujourd'hui.....	25
La diplomatie française.....	25
Les forces armées	27
Les services de renseignement	28
Les échanges économiques	29
Les entreprises	30
Les échanges de personne à personne	32
La recherche sur ou avec la Chine	33
L'opinion publique et la classe politique	34
Partie 3 : Imaginer l'avenir du Parti communiste chinois.....	37
Scénario 1 : Asphyxier Taïwan.....	37
Scénario 2 : Far-West technologique.....	40
Conclusion	44



Remerciements & Avertissements

Les scénarios de la troisième partie sont fictifs. Ils ont été conçus pour ce projet en tant qu'exemples spéculatifs d'éventuels futurs et non en tant que prévisions.

Ce rapport fait partie d'une série de publications de la fondation Andrew W. Marshall sur « Se pencher sur l'histoire pour envisager les décisions de demain : la France, les États-Unis et la Chine en 2050. »

La Fondation Andrew W. Marshall souligne les contributions significatives de Jacques Battistella, le « Co-Chair » français, sans qui le projet n'aurait pas été possible.

Ce projet a été réalisé grâce à une bourse importante de la fondation Richard Lounsbery.

Que faut-il retenir de l'histoire longue et mouvementée des relations entre la France et la Chine ? Dans quelle mesure cette histoire rejailit-elle sur les perceptions des acteurs qui formulent et mettent en œuvre la politique chinoise de la France ? Quels scénarios pouvons-nous concevoir, en France, de l'avenir du Parti communiste chinois (PCC) et des relations entre la France et la Chine ? C'est à ces trois questions que les quelques pages qui suivent tentent d'apporter un début de réponse. L'approche est originale, elle mêle démarche historique – car rien de ce que nous percevons ou décidons aujourd'hui n'est totalement libre du passé – et anticipation – car nos orientations sont largement tributaires des images de l'avenir que nous construisons.



Introduction

Que faut-il retenir de l'histoire longue et mouvementée des relations entre la France et la Chine ? Dans quelle mesure cette histoire rejaillit-elle sur les perceptions des acteurs qui formulent et mettent en œuvre la politique chinoise de la France ? Quels scénarios pouvons-nous concevoir, en France, de l'avenir du Parti communiste chinois (PCC) et des relations entre la France et la Chine ? C'est à ces trois questions que les quelques pages qui suivent tentent d'apporter un début de réponse. L'approche est originale, elle mêle démarche historique – car rien de ce que nous percevons ou décidons aujourd'hui n'est totalement libre du passé – et anticipation – car nos orientations sont largement tributaires des images de l'avenir que nous construisons.

Le présent papier est structuré en trois grandes sections qui chacune aborde l'une des questions évoquées. La première est dédiée à l'histoire. Elle vise à mettre en lumière, essentiellement dans l'histoire récente (XIXe et XXe siècles),¹ les événements structurants de la relation franco-chinoise, autrement dit les héritages à partir desquels toute politique chinoise de la France se construit invariablement. La seconde partie propose une cartographie des principaux acteurs français impliqués dans l'élaboration ou la mise en œuvre de ce que nous avons appelé la politique chinoise de la France. Le regard ne porte toutefois pas uniquement sur les acteurs officiels mais inclut aussi tous ceux (chercheurs, hommes d'affaires, etc.) qui contribuent d'une manière ou d'une autre à cette politique ou aux représentations que nous nous faisons de la Chine qui nourrissent ces politiques. La troisième partie, enfin, présente deux scénarios de l'avenir du PCC, le premier constituant un succès et le second plutôt un échec. Les notions de succès et d'échec sont particulièrement fluides et relatives. Ce qu'un acteur considèrera comme un succès sera vécu comme un échec par un autre. Il nous a donc semblé qu'il fallait simplement entendre le succès comme la capacité du Parti à pérenniser son hégémonie et à étendre son pouvoir, y compris au-delà de ses frontières. Pour cette dernière phase, nous avons réuni une dizaine de spécialistes français de la Chine pour un exercice d'anticipation visant à générer des scénarios multiples. La méthodologie utilisée est inspirée des techniques d'analyse structurée (TAS) élaborées par Richards J. Heuer.²

1 C'est durant les deux derniers siècles en effet que la plupart des éléments qui structurent les relations entre la France et la Chine se mettent en place.

2 Les techniques d'analyse structurée sont des dispositifs qui ont pour ambition de lutter contre les biais cognitifs et organisationnels qui conduisent les analystes à formuler des hypothèses erronées. Elles visent ainsi à aider les analystes à produire des jugements plus objectifs, à surmonter la surcharge d'informations ou le caractère incomplet de celles-ci, à rendre les raisonnements plus rigoureux, cohérents et transparents. La technique utilisée ici est l'analyse de futurs alternatifs (*alternative futures analysis*) qui, en s'attachant à identifier les différents facteurs, forces et dynamiques à l'œuvre, contribue à extraire d'une situation complexe et incertaine de multiples figures possibles de l'avenir. Cette méthode est particulièrement appropriée aux cas impliquant de multiples variables. Cette démarche permet du reste de penser l'irruption d'éventuelles ruptures stratégiques. Voir Richards J. Heuer et Randolph H. Pherson, *Structured Analytic Techniques* (Washington, DC : CQ Press, 2011).



Partie 1 :

Éléments pour une histoire des relations franco-chinoises

Les relations avant la prise de contrôle communiste

La France s'est intéressée tardivement à la Chine, a été en retard sur plusieurs de ses concurrents, et n'a guère eu les moyens de ses ambitions, même en tentant de s'y tailler une sphère d'influence à partir du tremplin indochinois.

À la fin du XVIIe siècle, la France envoie des missions de Jésuites scientifiques en Chine et crée une Compagnie des Indes orientales longtemps après les Italiens, Portugais, Espagnols, Néerlandais ou Britanniques. Comme les autres Européens, elle est d'abord fascinée par l'Empire chinois, dont les succès supposés servent à critiquer la monarchie en France, puis à partir du XIXe siècle, méprise la Chine et la perçoit comme immobile, endormie, et semi-barbare (tout en admirant son art). Dès le XVIIIe siècle toutefois, la critique de la Chine apparaît à côté d'une sinophilie durable dans les milieux intellectuels. Les philosophes français de cette période, dont Jean-Jacques Rousseau, seront des références pour les réformateurs chinois à partir du début du XXe siècle. La participation de la France à l'ouverture de la Chine dans les années 1840-1860 (avec le traité de Huangpu de 1844 comme acte fondateur) se fait à la remorque des Anglais, même si elle prend part elle aussi au pillage du Palais d'Été en 1860. Le premier diplomate chinois arrive à Paris en 1878. La France obtient des concessions (notamment à Shanghai), mais dans la course aux territoires à bail à la fin du XIXe, Guangzhou Wan n'a jamais eu la moindre chance de concurrencer Hong Kong. Les Français le cèdent en 1946, un demi-siècle avant la rétrocession de Hong Kong. Le réseau diplomatique français en Chine, bientôt fort d'une vingtaine de consulats, manque de moyens humains et financiers.

Le commerce entre la France et la Chine est négligeable, quoiqu'il ait pu être important pour certains secteurs de la métropole (la soierie lyonnaise). L'activité financière et bancaire s'est certes développée en Extrême-Orient, notamment à travers la Banque de l'Indochine, mais ne peut concurrencer les réseaux britanniques et allemands avant 1914. La France contribue à la volonté occidentale de moderniser la Chine, elle-même soucieuse d'« auto-renforcement » pour participer au jeu des puissances. Depuis l'arsenal de Fuzhou, elle modernise la flotte chinoise, mais bat en 1884 cette marine qu'elle avait aidé à construire. Elle est partie prenante de l'administration internationale de Tianjin après l'intervention conjointe des huit puissances contre la Chine lors de la guerre des Boxeurs. Nombre d'intellectuels chinois, et notamment les communistes, se sont intéressés à Jean-Jacques Rousseau, à la Révolution française, et à la Commune de Paris. À l'époque, ce n'est pas, comme aujourd'hui, le mode de vie français qui fascine, qu'il s'agisse des vins, des marques de luxe, ou de l'architecture historique (le château de Versailles, ceux de la Loire).

Ce sont surtout les missions catholiques qui caractérisent la présence française en Asie, suscitant des interventions militaires et diplomatiques pour les soutenir contre les persécutions. La France s'arroge la protection de tous les catholiques en Chine. Néanmoins, au début des années 1920, le Vatican impose ses relations directes avec le pouvoir républicain en Chine et ses délégués apostoliques en Indochine. La question de la liberté religieuse est bien moins importante que pour les États-Unis, mais une partie du monde catholique aujourd'hui (notamment le journal



La Croix) s'inquiète des compromissions du Vatican avec le régime communiste. La France participe au commerce des travailleurs chinois à bas salaire, et utilise 140 000 travailleurs chinois dans le pays à partir de 1916, que la Chine considère essentiels à la victoire de l'Entente. La France leur rend désormais hommage, avec une statue, gare de Lyon, inaugurée en 2019. Plusieurs grands noms de l'histoire communiste ont vécu et/ou travaillé en France, notamment Deng Xiaoping.

Être présent en Extrême-Orient, et notamment en Chine, est la condition pour devenir une puissance mondiale dans le dernier quart du XIXe siècle. Une « France d'Asie » comprenant l'Indochine et le Sud de la Chine serait l'équivalent de l'Empire des Indes britanniques, qui progresse vers l'Ouest et le Sud de la Chine (depuis l'Himalaya et la Birmanie), tout en dominant le cœur maritime de la Chine orientale. La *Weltpolitik* de Guillaume II inquiète la France, puisque Berlin semble pousser l'allié russe de la France à s'investir davantage en Asie, ce qui aboutit à sa défaite face au Japon en 1905. Paris favorise les réconciliations entre Russie et Japon, et entre les rivaux russes et britanniques, par l'intermédiaire de partage de sphères d'influences du Xinjiang à la Corée, en passant par la Mongolie et la Mandchourie. Ainsi, après 1907, l'Allemagne est isolée en Asie, et la Triple Entente peut se concentrer sur le défi allemand en Europe. La question asiatique est toujours perçue au prisme du statut de puissance de la France, et des équilibres européens. Dans les années 1970, il y a eu une sorte de course à la Chine des États d'Europe occidentale, et donc des rivalités. La France ne pouvait pas trop flirter avec Pékin pour ne pas fâcher l'URSS, importante pour la détente et pour « contenir » l'Allemagne. Aujourd'hui, la France est loin derrière l'Allemagne pour le commerce avec la Chine, et dépend donc en partie de choix de Berlin. Ayant été une des premières à avoir une politique Indo-Pacifique, la France essaye de rallier l'Union européenne (UE). De nouveau aussi, la politique à l'égard de Pékin se comprend à travers les rivalités inter-européennes, les relations avec les États-Unis, et avec la Russie (séparer Moscou et Pékin ou espérer que Pékin pèse sur Moscou).

La France participe elle aussi au siècle d'humiliation de la Chine, suscitant des critiques en France même, comme celle de Victor Hugo après le sac du Palais d'Été (il qualifie le gouvernement de Napoléon III de « bandit »).³ Des années 1860 aux années 1880, elle se saisit de l'Indochine en rompant les liens tributaires du Royaume d'Annam avec la Chine. Comme le Japon avec la Corée, elle proclame l'égalité des États, à l'encontre de ce système tributaire, puis impose colonisation et protectorat. Si la guerre sino-japonaise est bien connue, la guerre franco-chinoise de 1881-1885 l'est moins ; elle permet pourtant d'écarter la Chine des affaires indochinoises, et d'entamer un long processus de fixation de la frontière sino-vietnamienne. L'Indochine est un « balcon » sur la Chine et surtout sur son Sud, qui concentre les ambitions françaises. L'impérialisme des chemins de fer se déploie dans le Yunnan. Encore en 1954, des Français voudront rester au Nord Vietnam communiste pour faire de Haiphong un nouveau Hong Kong. La France prétend agir pour l'Annam en réclamant la souveraineté sur les Paracels en 1931, puis revendique pour elle-même la souveraineté sur neuf îles des Spratleys en 1933. C'est à cause de revendications japonaises et françaises que la Chine affirme les siennes à partir des années 1930.

La course entre puissances pour une Chine endormie et humiliée, couplée à une admiration pour le Japon qui a su se réformer, sont des images durables. Quitte à être inversées : aujourd'hui, c'est l'Europe et le Japon qui semblent

“La question asiatique est toujours perçue au prisme du statut de puissance de la France, et des équilibres européens.”

3 Victor Hugo au capitaine Butler, 25 novembre 1861, « Chronique : Victor Hugo et le Palais Yuanmingyuan », *People's Daily*, http://french.peopledaily.com.cn/french/200210/18/fra20021018_57727.html.

endormis, entourés de prédateurs (en particulier la Russie et la Chine) et qui auraient besoin d'un « wake-up call » pour redevenir des puissances. Pourtant, dès 1900, on craint que les investissements européens en Asie encouragent les rivalités intra-européennes, mais surtout permettent au Japon et à la Chine, grâce au faible coût de leur main d'œuvre, de déverser leurs produits en Europe. Un équivalent à la doctrine américaine de la « Porte Ouverte » se trouve du côté socialiste : Jean Jaurès critique le dépeçage de la Chine, et vante une pénétration prudente du capitalisme européen ainsi qu'une entente entre Européens pour que la Chine concède à tous « les mêmes libertés et les mêmes facilités de commerce avec pleine sauvegarde de l'intégrité territoriale et politique de la Chine elle-même ».⁴

L'impérialisme japonais est une menace pour les intérêts français en Asie, mais c'est aussi le cas du nationalisme chinois. Au début des années 1930, la France est approchée par le Japon pour un « partage » impérialiste franco-japonais de la Chine, à tonalité anticomuniste et anti-anglo-saxonne. Joseph Staline craint que la France pousse à une agression nippon-polonaise de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Mais l'alignement germano-nippon du pacte anti-Komintern de 1936 change la donne. La France est persuadée que l'Allemagne veut détourner Paris et Londres des affaires européennes, en jouant des ambitions japonaises sur leurs possessions asiatiques. Aujourd'hui, la question est de savoir si Moscou joue un jeu similaire, en pesant en Afrique et au Moyen-Orient et en s'appuyant sur la Chine, ce qui limiterait l'action de la France en Europe de l'Est, à cause des répercussions possibles.

Même si la France laisse passer par l'Indochine de l'aide aux Nationalistes, elle pratique l'« appeasement » du Japon en Extrême-Orient. Les possessions indochinoises sont indéfendables, et un soutien des États-Unis serait peu probable. Après avoir pris Hainan en 1939, les Japonais occupent plusieurs îles des Paracels et Spratleys, donnant lieu à une sorte de condominium franco-japonais durant la Seconde Guerre mondiale. Après la défaite de 1940, la France de Vichy collabore avec le Japon pour essayer de préserver ses positions chinoises et indochinoises. Néanmoins, le jeu a été compliqué entre Vichy et Français libres, sans compter la politique personnelle de l'amiral Jean Decoux en Indochine, les gouvernements de Chiang Kai-shek (Jiang Jieshi) à Chongqing et de Wang Jingwei à Nankin (Nanjing), les 500 000 Chinois d'Indochine qui ont un rôle économique majeur, et bien sûr les ambitions du Japon pour qui l'Indochine est essentielle.

À partir de 1943, l'affirmation internationale de la Chine et son nationalisme sont de nouveau craints. La Chine semble vouloir reconstituer sa domination régionale. Franklin D. Roosevelt coopte Chiang Kai-shek (Jiang Jieshi), qui obtient un siège permanent au Conseil de sécurité avant la France, une quote-part plus importante que la France au Fonds monétaire international (FMI), et l'abolition des privilèges d'extraterritorialité américains et britanniques. Le président américain ne veut pas de retour de la France en Indochine. À la conférence de Potsdam, il est décidé qu'en Indochine, le Japon sera désarmé au Nord du 16° parallèle par les Chinois, et au Sud par les Britanniques. Les Français veulent reprendre l'Indochine, et sont prêts à jouer de la crainte du retour de la domination chinoise au Vietnam. L'accord avec Hô Chi Minh en 1946 permet de remettre le pied au Nord du Vietnam, mais aussi de le soutenir dans sa lutte contre les nationalistes vietnamiens proches du Kuomintang (KMT). Un traité franco-chinois est signé en 1946, qui permet le départ des forces chinoises. En contrepartie, il met fin à tous les avantages français en Chine, trois ans après les autres alliés. Le régime communiste achèvera une présence française qui avait déjà largement disparu. Les Nationalistes élaborent la ligne des onze points en Mer de Chine du Sud. Dans ce contexte, un face à face franco-chinois a lieu en janvier 1947 au Nord des Paracels, amenant une division entre un domaine chinois au Nord et franco-vietnamien au Sud.

4 Discours d'octobre 1905, cité par Gilles Candar, *Jaurès et l'Extrême-Orient* (Paris : Fondation Jean-Jaurès, 2011), 23.



“Le Nord du Vietnam servait jadis aux Français de tremplin pour pénétrer en Chine du Sud. Désormais, il risque de devenir le tremplin du bloc communiste pour démanteler les Empires coloniaux européens en Asie du Sud-est, voire pour prendre l’Occident à revers. ”

Début de la guerre froide

À partir de 1949, les relations avec la Chine dépendent de la guerre d’Indochine (1946-1954) menée par les Français, de la guerre froide globale, et surtout de la « guerre chaude » entre les États-Unis et la Chine communiste.

La question de la reconnaissance de la Chine communiste en 1949-1950 est liée à la guerre d’Indochine, qui a débuté à l’été 1945 au Sud du Vietnam et à la fin de 1946 au Nord. L’ambassadeur en Chine est soucieux des derniers intérêts français dans le pays et pense que les révolutionnaires chinois sont épris d’une France qui a fait la première grande révolution et où plusieurs d’entre eux ont vécu. La reconnaissance semble inéluctable au nom du principe d’effectivité, puisque le gouvernement chinois contrôle une grande partie du territoire. Au contraire, les autorités françaises en Indochine pensent qu’une reconnaissance renforcerait le Viêt Minh. Or, vu de Paris, les intérêts français en Indochine priment désormais sur les intérêts français en Chine. Londres reconnaît le nouveau gouvernement chinois le 6 janvier 1950. Malgré ses pouvoirs très limités, le président de la République Vincent Auriol sera constamment l’apôtre de la reconnaissance de la Chine et de négociations avec Pékin pour limiter son soutien au Viêt Minh. Il pense possible de troquer la reconnaissance de la Chine et son entrée à l’Organisation des Nations unies (ONU) contre une promesse de non-intervention en Indochine. Mais le 14 janvier, les communistes chinois pénètrent dans le consulat américain et une caserne française à Pékin et s’en saisissent. Surtout, le 18 janvier, la République populaire est le premier État à reconnaître la République démocratique du Vietnam (RDV). Cette reconnaissance n’est pas un acte de dépit consécutif aux lenteurs et hésitations françaises. Elle résulte de la volonté de Mao Zedong, qui veut faire triompher la révolution en Asie, et de Hô Chi Minh, qui sort de son isolement diplomatique et obtient un fort soutien chinois.

Mao imaginait aller se battre jusqu’en Indochine pour poursuivre les troupes du Kuomintang qui voudraient y fuir. Staline lui conseille de ne pas franchir la frontière pour ne pas provoquer les Français, voire les Américains. La France est toutefois entraînée dans la guerre civile chinoise. D’une part parce qu’elle désarme, interne, puis envoie (tardivement) à Taiwan les 30 000 soldats nationalistes qui passent la frontière sino-vietnamienne. D’autre part, elle doit gérer les affrontements entre réseaux communistes et nationalistes au sein de la communauté chinoise du Vietnam. La presse et la radio chinoises commencent une campagne contre les atrocités françaises présumées à l’encontre des Chinois au Vietnam. La France refuse toutefois à plusieurs reprises les propositions d’aide de la République de Chine dans sa guerre anticommuniste, sauf dans le domaine du renseignement. L’ambassadeur auprès de la République de Chine a l’impression d’être en sursis, la France étant prête à choisir la République Populaire à la première occasion. Hong Kong aurait pu devenir un poste d’observation de la Chine communiste et des guerres révolutionnaires. Pourtant, malgré la présence du capitaine David Galula, futur théoricien de la contre-insurrection, dont les travaux sont redécouverts aux États-Unis et en France à la fin des années 2000, la France y manque cruellement de personnel. Depuis Bangkok, la Chine est analysée par le colonel Jacques Guillerma, qui deviendra un célèbre sinologue.

Le nouveau régime chinois s’occupe de la représentation internationale de la RDV, équipe et arme les soldats qui combattent les Français, d’autant plus facilement que la frontière n’est plus contrôlée après la défaite française à

Cao Bang en octobre 1950. Il commence à considérer l'Indochine comme une plateforme possible depuis laquelle les puissances impérialistes, et notamment les Américains, lanceraient une intervention militaire pour renverser le régime communiste. Le Nord du Vietnam servait jadis aux Français de tremplin pour pénétrer en Chine du Sud. Désormais, il risque de devenir le tremplin du bloc communiste pour démanteler les Empires coloniaux européens en Asie du Sud-est, voire pour prendre l'Occident à revers. Les Occidentaux se rappellent trop bien la déferlante japonaise durant la Seconde Guerre mondiale. La France risque de faire face à une agression massive de la Chine. Dès novembre 1949, on se prépare au Tonkin à cette éventualité, qui met au jour les faibles possibilités de défense du Corps expéditionnaire.

Le discours officiel français peut dorénavant marteler que les « rebelles » Viêt Minh se cachent derrière le masque du nationalisme pour faire avancer les intérêts de Pékin et de Moscou, et qu'ils sont donc des traîtres à la cause nationale. La France au contraire peut s'emparer du manteau du nationalisme vietnamien : elle défendrait la cause des vrais Vietnamiens contre les impérialistes chinois et soviétiques. De nouveau, elle prétend protéger l'indépendance des États d'Indochine contre une Chine qui voudrait récupérer un territoire dont elle n'a jamais admis l'émancipation. Hô Chi Minh ne serait qu'un pion de ce « colonialisme rouge » dénoncé pour les pays de l'Est en Europe, et que paraît soutenir le puissant Parti communiste français (PCF), bruyamment opposé à la guerre d'Indochine.

Les communistes chinois sont accusés d'attiser et d'utiliser le racisme antiblanc, comme l'ont fait les Japonais. Le communisme serait l'instrument de l'orgueil retrouvé de la Chine, mais basculerait dans un national-socialisme xénophobe. Nous retrouvons aujourd'hui ce type de réflexion. Pour le général Charles de Gaulle, « l'opposition communisme-capitalisme est une apparence. Au fond de tout, il y a l'Asie contre l'univers des Blancs ». ⁵ En 1954, Diên Biên Phu est une nouvelle humiliation, et les opposants aux accords de Genève y voient le symbole du déclin de l'homme blanc et de sa civilisation. Paris imaginait même que l'URSS, inquiète de la montée en puissance de la Chine, privilégierait la détente en Europe, comme il y a eu jusqu'à récemment l'espoir de tendre la main à Vladimir Poutine en rappelant l'identité européenne de la Russie, face à la montée en puissance de la Chine.

Le sort des prisonniers blancs durant les guerres de Corée et d'Indochine amène à dénoncer ce qui était dépeint comme un croisement monstrueux de la cruauté et du fanatisme. Les vagues humaines chinoises durant la guerre de Corée, que les conseillers militaires chinois poussent les Vietnamiens à imiter, les milliers se sacrifiant pour transporter approvisionnements et armes vers Diên Biên Phu, ainsi que la jeunesse fanatisée par des campagnes idéologiques en Chine et au Vietnam, suscitent beaucoup de crainte, mais aussi de l'admiration (comme l'avait fait le Japon dans la première moitié du siècle). En effet, la métropole semble, elle, manquer de ressort national et d'esprit de sacrifice, et les Français ont du mal à mobiliser « leurs » Vietnamiens contre le Viêt Minh. Pour certains, le communisme paraît être la recette acceptable pour contrôler et dynamiser les masses asiatiques, historiquement et culturellement habituées à des pouvoirs autoritaires, alors que l'Occident a échoué à « féconder » l'Asie « femelle » (terme utilisé par le général Jean de Lattre de Tassigny). ⁶ D'autres déplorent le rapt de l'Asie par une idéologie totalitaire étrangère, et qu'il faudrait libérer pour qu'elle se tourne de nouveau vers la « civilisation ». Cette double interprétation existe aussi aux États-Unis, le communisme après 1949 étant considéré tantôt comme un moyen de réaffirmation de la Chine, et tantôt comme une idéologie importée dont il faudrait libérer la vraie Chine.

La guerre de Corée (1950-1953) semble une aubaine pour la France. Celle-ci peut dire qu'elle a combattu seule depuis 1946, face au même ennemi communiste qui attaque en Corée en juin 1950, et obtenir plus d'aide des États-Unis en Indochine. Elle envoie un bataillon se battre en Corée pour montrer le lien entre les deux guerres. La France fait encore aujourd'hui partie des discussions sur un hypothétique traité de paix en Corée. Mais l'entrée massive des troupes chinoises dans la guerre à l'automne montre ce que pourraient subir les Français en Indochine.

5 Charles de Gaulle à son neveu Bernard, 14 janvier 1954, *Lettres Notes et Carnets* (1951-58), (Paris : Plon, 1985).

6 Jean de Lattre, *La Ferveur et le Sacrifice : Indochine 1951* (Paris : Plon, 1988), 331.



“Le risque est toutefois de céder aux « sirènes » de Moscou et Pékin, destinées, de même que les campagnes pacifistes, à détacher la France des États-Unis et à isoler ceux-ci. Il ne faudrait pas les laisser instrumentaliser l’illusion de la grandeur française.”

L’inquiétude est grande quand la radio chinoise accuse la France de violer la frontière pour s’en prendre à l’aide chinoise au Viêt Minh. Le PCC aujourd’hui vante dans sa propagande cette « guerre pour résister à l’agression américaine et aider la Corée », guerre chaude sino-américaine qui est présentée comme une victoire du nouveau régime contre la première puissance militaire mondiale. Il lui semblait à l’époque que les États-Unis ont « planté trois couteaux aiguisés dans le corps de la Chine »,⁷ un dans la tête en provenance de Corée, un dans la taille en provenance de Taïwan et un dans les pieds en provenance du Vietnam, en aidant les Français.

À cause de l’Indochine, la France est écartelée. La position ferme des États-Unis vis-à-vis de la Chine permet de la dissuader d’intervenir et de trop aider le Viêt Minh. L’aide américaine est déterminante pour mener sa guerre. Certains en France veulent « mouiller » les Américains en Indochine, d’autres leur passer le relais (ce qui se fera en 1955). En prenant part, en Indochine, au combat contre le communisme en Asie, la France montre qu’elle est redevenue puissante après la faiblesse des années 1930 vis-à-vis de l’Allemagne, puis la défaite de 1940, et qu’elle est une puissance mondiale, à égalité avec le Royaume-Uni. Elle prétend participer à un directoire à Trois (avec les États-Unis) pour une stratégie globale du monde libre. Durant la Seconde Guerre mondiale, elle avait été frustrée d’être écartée des cénacles interalliés pour la paix et la guerre. Se battre en Asie a donc pour objectif de garantir que les États-Unis ne privilégieront pas l’Asie et défendront la France, qui plus est sur la frontière orientale de la République fédérale d’Allemagne (RFA), et surtout ne retourneront pas à l’isolationnisme par dépit. L’Asie est donc une carte de visite pour la puissance française, pour être écoutée des États-Unis, et être aidée et défendue par eux.

Mais la France voudrait aussi suivre la position britannique sur la Chine, à savoir jouer de la carotte économique pour revenir sur le marché chinois et modérer Pékin (elle est réticente à mener la guerre économique voulue par les États-Unis à travers le CHINCOM, plus contraignant que le COCOM à l’égard de l’URSS). Elle souhaite discuter avec les autorités chinoises pour qu’elles arrêtent leur soutien au Viêt Minh et n’envahissent pas le Tonkin. Il faut « contenir » le bellicisme des États-Unis en Corée, et leur anticommunisme porté à incandescence par le maccarthysme. Sinon, la Troisième Guerre mondiale pourrait éclater, l’URSS envahissant l’Europe. Durant l’hiver 1950-1951, Londres et Paris craignent une escalade nucléaire. Le risque est de devenir les mercenaires en Indochine de la guerre américaine contre les communismes asiatiques, alors que les vrais défis sont en Europe (la menace soviétique) et en Afrique du Nord (l’agitation anticoloniale) et que la priorité devrait être l’Eurafrique. D’autant que les États-Unis s’opposent aux discussions avec la Chine, alors même qu’ils sont les seuls à pouvoir lui faire des concessions valables (par exemple, question de Taïwan, entrée aux Nations unies).

Ainsi, selon la ligne politique dominante à Paris au début des années 1950, l’Asie est essentielle pour que la France redevenue une puissance mondiale aux yeux des États-Unis. Ces derniers l’aident (diplomatiquement et militairement) à préserver ce statut, tout en jugeant qu’elle est impuissante. Paris pense pouvoir à la fois obtenir ce soutien, et peser sur les États-Unis dans les grands choix stratégiques, face au « péril rouge » totalitaire. Contre cette stratégie « alignée » naît en 1953 une autre vision de la puissance, qui deviendra le cœur de la stratégie gaulliste après

⁷ Conversations de Mao Zedong avec Wang Jifan et Zhou Shizhao, 27 octobre 1950, citées par Xiaobing Li, *The Dragon in the Jungle: The Chinese Army in the Vietnam War* (New York : Oxford University Press, 2020), 48.

1962, et sera largement partagée à gauche. La France pourrait s'émanciper de la tutelle des États-Unis, qui l'embrigadent dans leur croisade anticommuniste mais l'abandonnent à Diên Biên Phu. Elle pourrait tendre la main à Moscou et Pékin dans un jeu diplomatique traditionnel de concert des puissances, privilégiant les « intérêts d'États » permanents et les relations entre « vieilles civilisations », plutôt que la conjoncture idéologique. Ce serait possible grâce à la détente qui suit la mort de Staline, et permettrait de sortir du borbier indochinois (c'est la conférence de Genève qui a permis à la Chine communiste de se présenter comme grande puissance responsable). La France deviendrait un trait d'union entre l'Ouest et l'Est, pour éviter la guerre mondiale et retrouver un jeu plus indépendant sur la scène internationale.

À la fois pour ces raisons de « grande politique » et à cause de la fascination pour l'Eldorado du marché chinois, la France au milieu des années 1950 est prête à se précipiter en Chine et rouvrir l'ambassade. D'autant qu'elle ne veut pas cette fois-ci être distancée par les Britanniques et les Japonais, eux aussi dans les « starting blocks ». Le risque est toutefois de céder aux « sirènes » de Moscou et Pékin, destinées, de même que les campagnes pacifistes, à détacher la France des États-Unis et à isoler ceux-ci. Il ne faudrait pas les laisser instrumentaliser l'illusion de la grandeur française. La radicalisation de Pékin à partir de 1957-1958 met fin à ces espoirs.

Les débats français n'ont finalement guère changé aujourd'hui, notamment dans la politique Indo-Pacifique et à l'égard de la Chine. La France s'aligne-t-elle sur la ligne dure des États-Unis à l'égard de la Chine pour montrer qu'elle a un rôle mondial (en valorisant sa présence humaine et militaire dans l'Indo-Pacifique, comme sa présence en Indochine hier), afin de peser dans les choix globaux des États-Unis, et d'obtenir leur aide et soutien en Europe, Afrique, et Moyen-Orient ? Ou bien n'en a-t-elle pas une nouvelle fois les moyens, à cause des engagements dans ces régions plus proches, et de ses propres difficultés internes ? Comme dans les années 1950, elle craint un possible retour à l'isolationnisme des États-Unis, mais aussi que ceux-ci fassent leur propre choix de priorité entre l'Asie et l'Europe, et qu'ils privilégient leurs intérêts plutôt que ceux de leur allié. En même temps, la France est accusée de se faire des illusions sur ses relations avec Moscou et Pékin, qui manipuleraient son obsession du rang, sa volonté d'être une « puissance d'équilibre » (évitant une course vers de nouvelles guerres froides et une nouvelle polarisation du monde), et son souhait de préserver ses relations économiques avec la Chine, indispensables désormais pour sa santé économique.

Fin de la guerre froide

La reconnaissance de la République populaire de Chine (RPC) en 1964 est un moment fondateur, qui a été mythifié à l'excès, et qui n'a pas permis un développement des échanges économiques entre les deux pays, tandis que la fascination pour la révolution chinoise s'estompe à partir des années 1970.

La politique chinoise de la France connaît un tournant sous la Ve République lors des premières années du moment gaullien. Dans le contexte de la guerre froide, le général de Gaulle veut promouvoir la grandeur et l'indépendance de la France à l'égard des blocs. Essentiellement déclaratoire entre 1958 et 1962, la politique française d'indépendance devient réellement opératoire au lendemain de l'indépendance de l'Algérie. La Chine a aidé directement le Front de libération nationale (FLN) dans son combat. En 1958, Pékin a reconnu le GPRA tandis qu'une mission militaire algérienne fut envoyée dans la capitale chinoise un an plus tard. La Chine œuvra pour qu'une seconde conférence de Bandung, très militante, se tienne à Alger en 1965. Le coup d'État contre Ahmed Ben Bella met un terme, au dernier moment, à ce projet. Pékin estime encore aujourd'hui avoir une relation spéciale avec l'Algérie.

Débarassé du « boulet » algérien, de Gaulle avait les mains libres et l'Asie lui offrait désormais un terrain privilégié



à sa politique de grandeur, visant à faire de la France une « nation au milieu du monde »,⁸ entre l'Est et l'Ouest mais aussi entre le Nord et le Sud. La rupture sino-soviétique de juillet 1963 fut le deuxième grand événement géopolitique accélérateur de l'établissement de relations diplomatiques entre Paris et Pékin en janvier 1964. Le refus par la France et la Chine de signer le traité de Moscou (5 août 1963) sur l'interdiction partielle des essais nucléaires dans l'espace atmosphérique, extra-atmosphérique et sous-marin, créa une convergence de vue entre deux capitales désireuses chacune d'affirmer leur indépendance sur la scène internationale. Mao a interprété en effet la signature du traité de non-prolifération comme une preuve supplémentaire de la collusion entre Moscou et Washington contre Pékin et comme une volonté d'entraver l'émergence d'une puissance militaire nucléaire chinoise. Désireux d'émanciper la France de la tutelle américaine, de Gaulle voyait également le traité de Moscou comme un obstacle au développement de la souveraineté française en matière de dissuasion nucléaire. Au cours de l'année 1963, le dossier nucléaire a donc joué aussi un rôle important dans le rapprochement entre la France et la Chine communiste. Les deux pays refusent en outre d'adhérer au Traité de Non-Prolifération de 1968, ne le rejoignent qu'en 1992, et conduisent une série d'essais nucléaires, perçus négativement par l'opinion internationale, juste avant de rejoindre le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires de 1996. La France est vent debout contre toute nucléarisation de l'Allemagne, de même que la Chine pour le Japon. Les deux pays ont une doctrine nucléaire assez proche, et refusent d'entrer dans les procédures d'« arms control » tant que les deux Grands n'ont pas considérablement réduit leurs arsenaux. En revanche, la socialisation des deux pays aux normes de la non-prolifération intervient à la fin des années 1970 pour la France, et seulement vingt ans plus tard pour la Chine.

“La France est accusée de se faire des illusions sur ses relations avec Moscou et Pékin, qui manipuleraient son obsession du rang, sa volonté d'être une « puissance d'équilibre » (évitant une course vers de nouvelles guerres froides et une nouvelle polarisation du monde), et son souhait de préserver ses relations économiques avec la Chine.”

Contrairement à une légende tenace, la reconnaissance française de la Chine populaire n'est pas la première d'un pays occidental (dès janvier 1950 pour le Royaume-Uni, la Norvège, le Danemark, la Finlande, la Suisse et les Pays-Bas). Elle a pour toile de fond un lourd contentieux historique entre les deux pays. Vue de Chine, la France est associée aux traités inégaux du XIXe siècle et au siècle des humiliations et elle reste classée dans la catégorie des pays capitalistes et impérialistes. Au milieu des années 1960, la Chine est encore largement perçue en France comme une *terra incognita* et un pays idéalisé et fantasmé.⁹ Le phénomène majeur des années 1963-1965 est l'apparition en France d'un nouveau regard sur la Chine et d'un courant prochinois au-delà du clivage droite-gauche. La rupture sino-soviétique de 1963 a contribué à ériger le modèle chinois comme une alternative au léninisme et au stalinisme. La question de la « Chine soviétique » cède désormais la place à celle du « modèle chinois » et ce, jusqu'à la mort de Mao en 1976. L'admiration en France à l'égard de la Chine de Mao est particulièrement relayée à gauche par des organisations communistes prochinoises nouvellement créées. Au modèle chinois de gauche érigeant la Chine comme issue à l'impasse du communisme soviétique et comme fer de lance mondial d'un modèle révolutionnaire égalitariste et volontariste, dans une ambiance tiersmondiste et de recherche d'une nouvelle force

8 Maurice Vaïsse, *La Puissance ou l'Influence ? La France dans le Monde depuis 1958* (Paris : Fayard, 2009), 461.

9 Bernard Krouck, *De Gaulle et la Chine: La Politique Française à l'Égard de la République Populaire de Chine* (Paris : Les Indes Savantes, 2012).

révolutionnaire (la paysannerie) à admirer après l'« embourgeoisement »¹⁰ du prolétariat occidental, s'ajoute l'émergence d'un modèle chinois de droite à forte teinte gaulliste. À l'universalité du modèle chinois de gauche, celui de droite oppose la singularité du modèle chinois, applicable et adaptable uniquement en Chine. Il pointe également l'illusion de vouloir exporter dans la vie politique et sociale d'un pays à la civilisation plurimillénaire les critères « occidentaux » sur les droits humains fondamentaux. Au sein des milieux de la droite gaulliste, l'objectif est avant tout de justifier ce que les milieux politiques et diplomatiques franco-chinois qualifient régulièrement de « relations privilégiées »¹¹ entre la France et la Chine.

L'établissement de relations diplomatiques entre Paris et Pékin acté par le communiqué du 27 janvier 1964 est donc le résultat d'un ensemble de facteurs externes (nouvelles données géopolitiques) et internes devenus favorables, mais aussi d'une impulsion décisive du général de Gaulle, pour qui les masses chinoises sont dirigées depuis Pékin et non depuis Taïpei. Malgré son aversion pour les valeurs défendues par le communisme chinois, le fondateur de la Ve République décide de miser de façon pragmatique sur la Chine de Mao et non sur Taïwan qui ne figure même pas dans le communiqué du 27 janvier. De Gaulle a refusé peu avant la normalisation avec Pékin d'engager tout dialogue avec Taïpei sur l'avenir des relations franco-taïwanaises.

Avec la reconnaissance de 1964, de Gaulle pouvait ainsi renforcer sa politique de grandeur en Asie, défier les États-Unis à moindre risque, tenir la dragée haute aux dirigeants soviétiques en plein conflit avec la Chine et affirmer ainsi son indépendance en remettant en cause la logique bipolaire. Aujourd'hui par contraste, la France n'a plus les moyens de jouer la carte de la grandeur en Asie, où elle se contente de s'affirmer comme puissance d'initiatives et d'équilibre au sein de l'Union européenne. Celle-ci est devenue l'un des principaux interlocuteurs de Pékin pour tenter de modérer les ardeurs chinoises sur la question de Taïwan et d'infléchir (en vain) la position chinoise à l'égard de la Russie de Poutine sur le dossier ukrainien. Autant la voix de la France retentissait à elle seule aux yeux des autorités chinoises à l'époque du général de Gaulle, autant la construction européenne a elle contribué à diluer la voix de la France auprès des autorités chinoises et à lui faire perdre une partie de sa singularité.

Devenue puissance nucléaire avec l'explosion de sa première bombe atomique le 16 octobre 1964, la Chine pouvait obtenir de son côté une victoire diplomatique internationale éclatante avec, à la clé, l'engagement pris par Paris de soutenir Pékin pour le siège à l'ONU. La reconnaissance de 1964 n'a cependant pas permis au régime chinois de sortir dans l'immédiat de son isolement international. Mais Pékin imagine à l'époque faire de la France un relais pour combattre les partis communistes ouest-européens prosoviétiques.¹²

Ce moment fondateur est rappelé régulièrement dans les rencontres franco-chinoises. Il est au cœur aussi de la mythologie gaulliste. Celle-ci laisse croire que la France et la Chine critiquaient ensemble la bipolarité et le condominium des deux superpuissances, en occultant les spécificités des discours révolutionnaires, tiersmondistes et raciaux du maoïsme radicalisé des années 1960. Elle laisse croire également à une fausse symétrie : à savoir que la France avait la même position à l'égard des États-Unis que la Chine à l'égard de l'URSS. Certes, les deux pays ont l'objectif commun de favoriser l'autonomie des démocraties populaires vis-à-vis de Moscou. Mais la France reste bien dans l'OTAN et a soutenu fermement les États-Unis lors de la crise de Cuba. Il n'y a aucun équivalent avec les insultes entre Moscou et Pékin. La France ne se prépare pas économiquement et militairement face à une possi-

10 « Embourgeoisement » est utilisé par les maoïstes pour dénoncer l'accommodement du prolétariat occidental avec la société capitaliste.

11 L'objectif est avant tout de justifier ce que les milieux politiques et diplomatiques franco-chinois qualifient régulièrement de « relations privilégiées » entre la France et la Chine. On renverra sur ce sujet à Françoise Mengin, « La Politique Chinoise de la France. Du Mythe de la Relation Privilégiée au Syndrome de la Normalisation », *Critique Internationale* 2001/3, no. 12 (2005) : 89-110.

12 On renverra sur cette question à Kaixuan Liu, « Le miroir chinois. Les attitudes françaises face à la Chine dans les milieux politique, diplomatique, intellectuel et médiatique, de 1949 au milieu des années 1980 », Thèse de Sciences Politiques, Sciences Po, 2019.



ble offensive des États-Unis, comme la Chine le fait face à l'URSS, et il n'y a aucun équivalent à la guerre sino-soviétique de 1969 et aux dizaines de divisions soviétiques massées à la frontière chinoise. L'idée qu'il y aurait un refus commun des « blocs » a la vie dure, et Pékin aujourd'hui peut jouer sur un mythe gaulliste qui, à droite comme à gauche, est considéré comme l'ADN de la politique extérieure française. La *Realpolitik* l'emporterait, d'autant que le régime communiste chinois est moins meurtrier qu'à l'époque où de Gaulle l'a reconnu, et qu'il ne veut plus renverser un système capitaliste et des institutions internationales qui lui sont favorables.

Si la décision française d'établir des relations diplomatiques avec Pékin ne soulève aucun déchaînement majeur en France, elle n'est pas sans susciter dans les milieux politiques et intellectuels des critiques de forme plus que de fond. À droite, certains agitent l'absence de différences entre les politiques étrangères chinoise et soviétique, ressuscitent un mythe raciste face à la démographie chinoise,¹³ ou la menace d'une expansion du communisme dans le monde. À gauche, certains interprètent la reconnaissance de 1964 comme l'exercice solitaire du pouvoir par de Gaulle en l'absence de tout contrôle parlementaire sur la politique étrangère française.

La reconnaissance de la Chine de Mao désormais officialisée, la France cherche dès lors à développer ses relations avec Pékin dans tous les domaines. Au moment où la course aux armements bat son plein et où le conflit sino-soviétique s'envenime, il s'agit aussi de parvenir à des relations politiques nouvelles entre Paris et Pékin, dans le but de mettre en place des initiatives communes pour rétablir la paix en Asie du Sud-Est (dans le contexte de la guerre du Vietnam) et de trouver des terrains d'entente sur le plan international. Le résultat des deux premières années de la relation sino-française (1964-1966) en matière de coopération politique et culturelle est cependant bien maigre.

À partir du printemps 1966, quand débute la Révolution culturelle lancée par Mao, toute forme de coopération cesse entre Paris et Pékin. En France, les maoïstes sont cependant fascinés par la Révolution culturelle perçue comme un moment révolutionnaire prometteur. Au sein de l'Association des amitiés franco-chinoises (AAFC), organisation de masse créée en 1952 par le comité central du PCF, de jeunes militants d'extrême-gauche favorables aux positions chinoises depuis la rupture sino-soviétique s'organisent en comités locaux dès le début de l'année 1965. L'amitié avec la Chine, devenue cause politique identifiée au maoïsme, prend désormais l'aspect d'un militantisme antirévisionniste. Au sein de la gauche française, la sinophilie s'exacerbe au moment des événements de mai 1968 tandis que la diffusion du matériel idéologique chinois en France connaît un véritable âge d'or, largement relayé par une partie de la presse de gauche française.

Contrairement au moment gaullien (1958-1969) où l'Asie était au France des priorités françaises, la diplomatie française des années 1970 se concentre davantage vers la construction européenne, le pré-carré africain et le Moyen-Orient dans le contexte de la crise pétrolière de 1973. Quelles en furent les implications pour la relation franco-chinoise ? D'un côté, la relation entre Paris et Pékin a connu une réelle dégradation. La relation bilatérale a suivi un cours normal jusqu'en mai 1966 avant d'être fortement détériorée pendant la Révolution culturelle (1966-1976). Dès le printemps 1966, toute forme de coopération entre les deux pays a cessé. La « lune de miel » entre les deux pays n'aura duré que deux ans. Les tensions se sont envenimées entre Paris et Pékin au sujet du sort des enseignants et des étudiants français en Chine et lors du renvoi des sœurs missionnaires franciscaines de Marie fin août 1966. Le fonctionnement de l'ambassade de France à Pékin dirigée par Lucien Paye a lui-même été fortement perturbé tandis que se sont multipliés les incidents en France comme en Chine au cours des années 1967-1969.

D'un autre côté, Paris a cependant toujours conservé une politique et une représentation diplomatiques actives

13 Le mythe raciste du « péril jaune » est particulièrement actif dans la presse française de la fin du XIXe siècle. Voir François Pavé, *Le péril jaune à la fin du XIXe siècle : fantasme ou réalité ?* (Paris : L'Harmattan, 2013). Sur l'usage du mythe au XXe siècle, voir Krouck, *De Gaulle et la Chine*.

en Chine comme en témoigne l'ambassade d'Étienne Manac'h (1969-1975) sous la présidence Pompidou. Ce diplomate gaulliste de cœur en poste à Pékin a joué le rôle d'intermédiaire avec le prince Sihanouk (réfugié à Pékin de 1970 à 1975) et ses excellentes relations avec Zhou Enlai lui ont permis d'œuvrer au nom de la France à la pacification en Indochine. L'activisme de la diplomatie française en Chine à cette époque transparaît dans les trois gros volumes des Mémoires d'Étienne Manac'h, *Mémoires d'Extrême-Asie*, publiés à partir de 1977.

Il n'en reste pas moins que la Révolution culturelle puis les rapprochements sino-américain et sino-japonais de 1972 ont contribué à marginaliser la relation privilégiée franco-chinoise. Georges Pompidou ne considère pas l'Asie comme une priorité, mais il y voit avant tout des marchés en expansion.¹⁴ Le retour de la Chine dans le concert international (entrée aux Nations Unies en octobre 1971 et visite de Richard Nixon en février 1972) est à bien des égards un succès posthume du général de Gaulle. La diplomatie française se vante d'avoir été un des intermédiaires ayant permis le rapprochement sino-américain. Plus que vers la Chine, c'est vers l'ex-Indochine que se tourne en priorité la diplomatie française sous la présidence Pompidou (1969-1974) en s'efforçant de faciliter les négociations dans le respect des principes de neutralisation et de retrait des forces étrangères. Pour autant, les gouvernements français des années 1970 continuent à entretenir un rapport particulier et symbolique avec la Chine, considérée non seulement comme un grand pays asiatique ennemi de l'URSS, mais aussi comme un interlocuteur indispensable pour la France dans le règlement des conflits en Asie du Sud-Est.¹⁵ Toutefois, la France compte peu aux yeux de Pékin sur ses questions, Mao ayant jugé que la France n'était plus une puissance asiatique depuis 1954. La Chine est préoccupée par sa crédibilité révolutionnaire auprès du Nord Vietnam, en compétition avec l'URSS.

Les entretiens politiques franco-chinois de haut niveau se multiplient entre Paris et Pékin dans la première moitié des années 1970, mais ils prennent avant tout un caractère symbolique et n'aboutissent à aucune réelle coordination et coopération politique. Le voyage de Georges Pompidou à Pékin (le premier d'un président de la République française sous la Ve République) en septembre 1973 ne change pas la donne, ni le cadeau fait à la France par Zhou Enlai en décembre 1973 d'un couple de grands pandas. La question de l'action diplomatique à mener dans la péninsule indochinoise oppose toujours la France et la Chine. Jusqu'à la réunification de la péninsule vietnamienne en 1975, les successeurs du général de Gaulle ont préféré revenir à une politique plus favorable à Saïgon qu'à Hanoï. En outre, des désaccords politiques persistent : la délégation française refuse ainsi de condamner

14 Maurice Vaïsse, *La Puissance ou l'Influence ?* p. 912 et Laurent Césari, « *Les Relations Franco-Chinoises sous la Présidence de Georges Pompidou* », *Les Relations Franco-Chinoises au XXe Siècle*, ed. Laurent Césari et Denis Varaschin (Arras : Artois Presses Université, 2003), 275-288.

15 Liu, *Le Miroir Chinois*.

“Dans le contexte de l’expansion de l’influence soviétique et du rapprochement sino-américain, l’objectif de la diplomatie française est en effet de contenir les ambitions de puissance et l’antisoviétisme viscéral de Pékin sur la scène internationale, en associant davantage la Chine aux efforts de la communauté internationale afin de faire prévaloir la recherche de règlements politiques par voie de négociation. ”



l'hégémonie soviétique dans le communiqué franco-chinois issu de la visite de Pompidou à Pékin. La Chine voit bien que la France recherche la détente avec l'URSS (processus d'Helsinki), et souhaite une relation spéciale avec Moscou pour, d'une part, équilibrer l'Allemagne et éviter un nouveau Rapallo germano-soviétique facilité par l'*Ostpolitik* de Bonn, et d'autre part pour ne pas subir les conséquences des négociations directes américano-soviétiques (notamment sur le désarmement conventionnel). La France est gênée par l'antisoviétisme de Pékin. En revanche, après 1973, la France sera intéressée par une politique favorable à Pékin contre Moscou et Hanoï pour éviter une domination de toute l'Indochine par le camp soviétique, à travers le Vietnam. Sur le plan économique en revanche, la coopération franco-chinoise connaît un premier véritable élan avec la signature en 1973 d'un contrat pour la fourniture à la Chine par la société française d'ingénierie Technip-Speichim d'une usine pétrochimique clé en main à Liaoyang (Liaoning). La France est alors le troisième exportateur mondial vers la Chine jusqu'en 1976, derrière le Japon et l'Allemagne de l'Ouest. À partir de la deuxième moitié des années 1970, la dimension économique de la diplomatie française en Chine devient donc un élément majeur du lobbying français auprès des autorités chinoises, lesquelles n'hésitent pas cependant à faire jouer la concurrence auprès des partenaires européens de la France. Paris s'efforce d'équilibrer une balance commerciale souvent déficitaire avec la Chine.

Sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), la France considère toujours la Chine comme un partenaire incontournable en Asie et cherche à intensifier ses échanges commerciaux avec Pékin, mais c'est vers l'Inde que le président français préfère se tourner comme clé de voûte de la stratégie globale de développement française en Asie. Le voyage du vice-Premier ministre chinois Deng Xiaoping en France en janvier 1975 est bien le premier d'un dirigeant chinois de ce niveau, mais les résultats en matière de coopération franco-chinoise sont toujours maigres : établissement d'une commission économique franco-chinoise et intensification des dialogues ministériels. La France est déçue que Pékin n'ait d'yeux que pour sa technologie militaire et nucléaire, alors qu'elle s'imaginait un grand avenir dans la culture et l'éducation, et que les Allemands font des affaires. Il existe pourtant bien une politique chinoise de la France sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Dans le contexte de l'expansion de l'influence soviétique et du rapprochement sino-américain, l'objectif de la diplomatie française est en effet de contenir les ambitions de puissance et l'antisoviétisme viscéral de Pékin sur la scène internationale, en associant davantage la Chine aux efforts de la communauté internationale afin de faire prévaloir la recherche de règlements politiques par voie de négociation. Le président français veut inscrire sa politique étrangère en dehors de la « pensée traditionnelle » ; il veut promouvoir la concertation et la négociation avec toutes les grandes puissances, sans exclusion. Avec la révolution iranienne de 1979 et la crise des otages américains à Téhéran, la prise de conscience par Giscard d'Estaing d'un déclin de l'Empire américain sous la présidence Carter le conduit à prendre en charge au nom de la France la poursuite du dialogue avec l'Est afin de maintenir la détente à tout prix. Pour ce faire, Paris se trouve ainsi pris dans la recherche d'un jeu d'équilibre permanent entre Moscou et Pékin. Les accusations d'« hégémonisme » lancées par les hauts responsables politiques chinois à l'encontre de l'URSS lors des entretiens politiques de haut niveau avec leurs homologues français ne sont ainsi volontairement pas relayées par les autorités françaises qui cherchent même à les étouffer pour ne pas froisser Moscou. La politique chinoise de la France visant à ne pas jouer Pékin contre Moscou devient un moyen d'apporter la contribution de Paris à l'apaisement des tensions Est-Ouest, mais aussi au sein du monde communiste lui-même. Ainsi, la France condamne-t-elle sur le même plan l'invasion vietnamienne du Cambodge en 1978 et l'invasion chinoise du Vietnam en 1979, ce qui traduit donc un non-choix voire une inertie de la diplomatie française en Asie. La politique chinoise sous Valéry

“Au moment où la Chine se rapproche du Japon et des États-Unis, la France est de plus en plus perçue depuis Pékin comme une puissance secondaire pour ses intérêts vitaux.”

Giscard d'Estaing devient ainsi plus précise que sous les années de Gaulle et Pompidou, où la relation bilatérale était le plus souvent réduite à une entente cordiale, la plupart du temps creuse.

Après la mort de Mao en 1976, le gouvernement chinois se lance dans une politique de réformes et d'ouverture nécessitant le recours aux technologies occidentales. La France voit dans la Chine des perspectives de marché, en un temps de difficultés économiques. Malgré le mythe de la « relation privilégiée »¹⁶ franco-chinoise (expression mythifiée par les diplomates), Paris se heurte aux exigences économiques nouvelles de la Chine dans le contexte de la relance des Quatre Modernisations par Hua Guofeng et Deng Xiaoping à partir de 1977-1978. La Chine veut faire jouer la concurrence à moindre coût et la France est confrontée au dilemme des ventes d'armes à la Chine auxquelles l'URSS s'oppose systématiquement. En dépit d'une relance de la diplomatie économique française en Chine (symbolisée par le voyage du Premier ministre Raymond Barre à Pékin en janvier 1978 et celui du président français en octobre 1980), les échanges commerciaux franco-chinois restent à un niveau faible. La France ne s'intéresse guère au potentiel économique de Taïwan. Au moment où la Chine se rapproche du Japon et des États-Unis, la France est de plus en plus perçue depuis Pékin comme une puissance secondaire pour ses intérêts vitaux. En outre, le programme de développement et de coopération, signé par la France et l'URSS lors du voyage de Giscard d'Estaing à Moscou en avril 1979, se heurte à la dénonciation persistante par Pékin de « l'hégémonisme » soviétique. Comme le dialogue politique entre Paris et Pékin demeure difficile, la diplomatie chinoise privilégie, par pragmatisme et réalisme, un rapprochement avec les forces politiques françaises non gouvernementales de gauche au début des années 1980 (visite en Chine en février 1981 d'une délégation du PS conduite par François Mitterrand à la veille des élections présidentielles).

Malgré les ravages de la Révolution culturelle et l'absence d'initiatives politiques communes entre Paris et Pékin, le modèle maoïste chinois a continué à rayonner en France jusqu'en 1976. La rupture principale introduite par la mort de Mao est l'émergence d'un nouveau regard critique porté sur la Chine. La nature totalitaire du régime et les violences des politiques maoïstes depuis 1949 sont désormais mises à jour et dénoncées par des intellectuels et des sinologues français à la suite des écrits de Simon Leys dès 1971. Alors que les autorités chinoises entament elles-mêmes depuis 1978 une démaoïsation progressive, qui trouve son aboutissement dans la publication d'un second rapport sur l'histoire du PCC à l'été 1981, certains passent en France de la sinophilie à la sinophobie. La Révolution culturelle jadis adulée et idéalisée à gauche fait désormais l'objet de polémiques et l'intérêt pour le modèle chinois s'amenuise de plus en plus après 1976. La Chine perd ainsi peu à peu son particularisme et son attractivité auprès d'une partie de l'opinion française, même si le mythe maoïste continue à avoir la vie dure chez certains intellectuels français influents dont le philosophe Alain Badiou est encore aujourd'hui le fer de lance. Ce mythe a néanmoins vécu en France. La révélation du génocide commis par les Khmers Rouges, l'invasion du Cambodge par le Vietnam puis la guerre menée par la Chine contre le Vietnam (1979), et enfin les vagues de peuple fuyant le Vietnam par bateau, ternissent durablement l'image du communisme asiatique, et contribuent à la crise du tiers-mondisme et au triomphe médiatique des intellectuels antitotalitaires. Des intellectuels fascinés jadis par la Chine de Mao font leur *mea culpa*, mais poursuivent de belles carrières. Tous ces événements n'empêchent pas cependant la France de Valéry Giscard d'Estaing de renforcer sa coopération économique et culturelle avec les autorités chinoises. Comme l'illustre la visite de Hua Guofeng en France en 1979 (la première d'une longue tournée européenne), les autorités chinoises cherchent quant à elles en France des sources d'inspiration technologique pour mener à bien le projet des Quatre modernisations et d'ouverture économique. La visite en France du successeur de Mao en 1979 est la première d'un dirigeant chinois d'un tel niveau cumulant à la fois les fonctions de Premier ministre, de Président du Comité central du PCC et de Président de la Commission militaire centrale.¹⁷

16 Mengin, « La politique chinoise de la France, » 89-110.

17 Stéphane Malsagne, *Avec Toi au Pouvoir, Je Suis Tranquille : Hua Guofeng (1921-2008)* (Paris : Les Indes Savantes, 2022).



“Du point de vue français, la Chine est jugée désormais comme n’importe quelle nation à travers son aptitude à respecter les valeurs démocratiques et les droits de l’Homme.”

La première présidence de François Mitterrand (1981-1988) constitue un nouveau tournant asiatique de la politique étrangère de la France. Le nouveau président socialiste a compris que la Chine était un partenaire incontournable pour la France au moment où triomphe l’ultra-libéralisme aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France, et alors que les relations Est-Ouest connaissent un regain de tensions après l’invasion soviétique de l’Afghanistan en 1979. L’intérêt de Mitterrand pour la Chine populaire est ancien, comme l’attestent son premier voyage de 1961 et sa rencontre avec Mao, puis son deuxième séjour comme candidat du parti socialiste à la présidentielle de 1981 (9-14 février). Du côté chinois, la France est devenue un partenaire parmi d’autres et la place qu’elle occupe aux yeux de Pékin est liée avant tout au concours qu’elle peut apporter aux « quatre modernisations ». En raison des limites avérées du partenariat économique privilégié France-Inde, le gouvernement socialiste au pouvoir depuis mai 1981 décide à partir de 1982-1983 de rééquilibrer sa politique asiatique vers l’Inde, l’Asie du Sud-Est (ex-Indochine) et la Chine.

La diplomatie française opère alors un virage chinois illustré par la visite de François Mitterrand en Chine en mai 1983, dans un contexte où les relations commerciales entre les deux pays souffrent encore de réelles faiblesses. Un changement de personnel diplomatique en France accompagne ce nouveau tournant chinois opéré par la France. Claude Cheysson, accusé par Pékin de sympathies provietnamiennes, est remplacé par Roland Dumas au Quai d’Orsay en 1984, où l’on qualifie la Chine de « partenaire incertain ».¹⁸ Tout en maintenant des relations substantielles avec le Vietnam et le Cambodge, la diplomatie française joue dès lors un numéro d’équilibriste pour ne pas froisser Pékin et permettre ainsi aux entreprises françaises de pénétrer le marché chinois. La France s’efforce d’adapter sa politique commerciale afin de répondre aux demandes d’équipements du gouvernement chinois qui exige comme préalable un accord sur les transferts de technologies. Le voyage de François Mitterrand à Pékin en 1983 permet d’accélérer les échanges commerciaux entre les deux pays, même s’il faut attendre les années 1985-1986 pour que soient signés les grands contrats, comme celui de la centrale nucléaire de Daya Bay confié à Framatome. Le bilan de la relation franco-chinoise demeure néanmoins mitigé : en 1985, la France n’occupe que la 11e place parmi les fournisseurs de la Chine avec une balance commerciale déficitaire en 1986, tandis que persistent les divergences politiques entre les deux pays au sujet de la question vietnamienne et cambodgienne. La France ne s’intéressera aux Zones économiques spéciales qu’à la fin des années 1990.

Dans les représentations françaises des années 1980, la Chine semble définitivement reléguée au rang de pays communiste « normal ».¹⁹ La perception d’un modèle chinois original tant vanté les décennies précédentes appartient désormais au passé. La banalisation de la Chine au cours de la décennie dans les médias et dans l’opinion s’accompagne d’un regard critique plus systématique porté sur le pays par les chercheurs français, loin de la « maolâtrie » de la période précédente. Fait nouveau, la Chine est considérée désormais en France comme un pays où les répressions politiques ne doivent plus être justifiées par la particularité de la civilisation chinoise, laquelle n’aurait connu qu’une expérience démocratique très brève dans son histoire, contrairement à la civilisation occidentale.²⁰ Le modèle déterministe du despotisme chinois véhiculé par les philosophes français des Lumières au XVIIIe

18 Thibault Chanvin, « La Politique de la France en Asie au Début de la Présidence de François Mitterrand : Trouver un Équilibre entre Inde, Indochine et Chine », *Relations Internationales* 2021/2, no. 186 (2021): 97–113.

19 Liu, *Le Miroir Chinois*.

20 Sur la très brève expérience de démocratie en Chine après la révolution républicaine, voir Yves Chevrier, *L’Empire Terrestre* (Tome 1) —

siècle, dont Montesquieu, a fait long feu. Du point de vue français, la Chine est jugée désormais comme n'importe quelle nation à travers son aptitude à respecter les valeurs démocratiques et les droits de l'Homme.

Depuis Tian'anmen

À partir des années 1990, la priorité est donnée aux questions économiques, même si les relations franco-chinoises servent aussi à se donner du jeu dans un monde qui semble unipolaire. Toutefois, dans les relations politiques, toute action qui froisse Pékin conduit à un retour de bâton, qui pousse à la prudence.

La politique chinoise de la France sous la seconde présidence de François Mitterrand (1988-1995) s'annonce bien plus compliquée que prévue et ressemble à une série de « stop and go ». À partir de la fin des années 1980, deux facteurs principaux entretiennent des crises successives entre Paris et Pékin, suivies chacune de « normalisations » à répétition : la violation des droits de l'Homme en Chine et les ventes d'armes françaises à Taïwan. Les événements sanglants de Tian'anmen (4 juin 1989) marquent un point de rupture important dans les relations bilatérales. Porteuse d'une diplomatie des droits de l'Homme, et en plein bicentenaire de la Révolution française, la France prend ouvertement le parti des militants chinois de la démocratie et dénonce la répression décidée par Deng Xiaoping. Le 6 juin 1989, le Premier ministre Michel Rocard annonce le gel des relations franco-chinoises. Le 27 juin, la France se joint aux autres dirigeants européens réunis à Madrid, pour décider d'un embargo sur les ventes d'armes à la Chine. Au sein du G7 (juillet), Paris vote avec ses partenaires des sanctions contre le régime de Pékin. Ce n'est qu'au mois d'octobre 1990 que les sanctions sont officiellement levées par l'Europe des Douze, à l'exception de l'embargo sur les ventes d'armes. Des diplomates français ont réussi à exfiltrer par Hong Kong des individus menacés.

En réalité, depuis les années 1980, on se demande en France si la mythologie gaulliste n'a pas amené à se focaliser excessivement sur la Chine, alors que le « miracle japonais » fascine le monde, et que les Nouveaux pays industrialisés défient les théories traditionnelles du développement du Sud. La relation franco-japonaise reste très décevante, marquée par des saillies anti-japonaises de dirigeants français à cause de l'invasion de ses produits industriels. À partir du constat qu'il serait plus intéressant de développer des relations économiques avec les petits pays dynamiques asiatiques plutôt qu'avec une grande Chine dont on redoute un tournant conservateur et un arrêt de l'ouverture économique, et de la prise de conscience que la démocratisation de la Corée du Sud et de Taïwan progresse enfin, des pressions sont exercées à Paris pour miser sur Taïwan, au grand dam des héritiers du gaullisme qui fustigent un lobby pro-Taïwan affairiste et irresponsable.

Tirillée entre un impératif de droits de l'Homme en Chine et un impératif de marché qui passe notamment par la vente d'armes à destination de Taïwan, la France subit dans les deux cas de la part de Pékin les contrecoups de sa politique chinoise. Alors que la France évite encore au tournant des années 1990 de se prononcer sur le statut de Taïwan et l'unité de la Chine, la question des ventes d'armes à la République de Chine divise la classe politique française, tant à droite qu'à gauche. Un nouveau refroidissement sérieux de la relation bilatérale intervient dès l'automne 1991 avec la vente par la France de 16 frégates Lafayette à Taïwan (septembre), suivie en 1992 par celle de 60 Mirage 2000-5. Les ventes ont été décidées au plus haut niveau par les dirigeants politiques (l'Élysée, le ministère de la Défense, Bercy et finalement le Quai d'Orsay) et par les grands groupes d'armement français. À la différence de Washington qui avait pourtant autorisé en août la vente de F-16 à Taïwan, la France est sévèrement sanctionnée par Pékin : fermeture de son consulat et de son poste d'expansion économique à Guangzhou en décembre 1992 et interdiction faite à la municipalité de recourir à des sociétés françaises pour la construction de son métro. La vente des frégates devient une affaire d'État en France et il faut attendre la seconde cohabitation et le



communiqué conjoint franco-chinois du 12 janvier 1994 pour assister au rétablissement des relations de coopération entre la France et la Chine.²¹

Le communiqué instaure une nouvelle « normalisation » entre les deux pays sur le terrain commercial, les entreprises françaises étant autorisées « à participer à la concurrence sur un pied d'égalité » en Chine.²² Pékin impose cependant ses conditions à Paris, qui devient dès lors l'otage de la diplomatie chinoise. Contrairement au communiqué de 1964 qui reste silencieux sur ce point,²³ Paris « reconnaît le gouvernement de la République populaire de Chine comme l'unique gouvernement légal de la Chine, et Taïwan comme une partie intégrante du territoire chinois » et « le gouvernement français s'engage à ne pas autoriser à l'avenir les entreprises françaises à participer à l'armement de Taïwan ».²⁴ Le communiqué conjoint de 1994 surpasse alors bon nombre de chancelleries asiatiques et occidentales, et la France se prive dès lors d'une marge de manœuvre dont elle disposait depuis 1964 en évitant de se prononcer sur le statut de Taïwan et l'unité de la Chine. Le communiqué ne met cependant pas fin aux ventes d'armes à Taïwan, comme l'atteste une liste non publiée attachée au communiqué et qui limite l'engagement français à du matériel non offensif. C'est dans ce contexte que le Premier ministre Édouard Balladur effectue un humiliant voyage officiel en Chine (1^{er}-10 avril 1994) précédé quelques jours auparavant par de nouvelles arrestations de dissidents chinois. Pour ne pas froisser les autorités chinoises, le Premier ministre met en sourdine la question des droits de l'Homme en Chine. Au nom des intérêts supérieurs de l'État et des intérêts économiques, Paris opte pour le pragmatisme et la *Realpolitik*, quitte à perdre toute considération aux yeux des autorités chinoises.

Sous la présidence de Jacques Chirac (1995-2007), les remontrances faites par Paris à Pékin en matière de droits de l'Homme deviennent de plus en plus minimalistes, rompant en partie avec les années Mitterrand. Face à la percée de l'Allemagne dans l'Empire du milieu sur le plan culturel et économique, la France souhaite relancer la relation franco-chinoise à tous les niveaux, quitte à faire d'importantes concessions. Pour donner un nouvel élan au commerce franco-chinois qui se porte mal au milieu des années 1990, les autorités de Pékin imposent comme condition à la France d'éviter toute critique officielle sur la question des droits de l'Homme en Chine (ce qui n'empêche pas de présenter en coulisse des listes de dissidents dont le sort inquiète). Sur ce point, Chirac, amoureux sincère de l'histoire et de la culture chinoises, préfère opter pour le dialogue plutôt que la condamnation publique. Au près des Américains, il insiste sur l'histoire de l'impérialisme occidental en Chine au XIX^e siècle. De surcroît, dans un monde qualifié d'unipolaire, il prône la multipolarité, qui n'est pas seulement une nouvelle distribution de puissance qui serait plus juste et stable, mais aussi un moyen de respecter les différences culturelles.

Sa visite officielle à Pékin en mai 1997 marque la volonté de tourner la page des tensions précédentes, et ouvre un cycle de visites où les présidents français semblent agir comme des VRP. Elle se solde par un succès commercial d'envergure pour la France avec l'achat par la Chine de 30 nouveaux avions Airbus. Effectuée en pleine campagne électorale pour les législatives en France, Chirac se sert des contrats avec Pékin comme argument électoral pour se féliciter de la création de nouveaux emplois en France.

La diplomatie économique de la France en Chine est présentée avec force comme un levier pour lutter contre le chômage en France et donner un nouvel élan à la croissance, même si les investissements chinois en France restent modestes. Pourtant, le déficit commercial français à l'égard de la Chine plonge rapidement (22 milliards d'euros en

21 Communiqué conjoint franco-chinois, 12 janvier 1994, <https://www.vie-publique.fr/discours/133004-communique-conjoint-franco-chinois-en-date-du-12-janvier-1994-sur-le-r>.

22 La formule « sur un pied d'égalité » apparaît dans le texte intégral du Communiqué conjoint franco-chinois.

23 Mengin, « La politique chinoise de la France. »

24 Communiqué conjoint franco-chinois.

2008, les importations de Chine représentant 7% du total des importations françaises).²⁵ La France pèse peu dans les importations chinoises, et seulement pour des segments spécialisés comme les boissons et les parfums. La part de la France dans le commerce chinois diminue encore (1,5%).²⁶ De Chirac jusqu'à Emmanuel Macron à la foire de Shanghai en 2019, l'impératif est de présenter une France moderne et innovante, loin des clichés touristiques. La corrélation est désormais faite entre pertes d'emplois en France et importations chinoises. Cédant aux demandes de Pékin, la France accepte des transferts massifs de technologie, notamment dans l'aéronautique et le nucléaire civils. Les « grands contrats », fer de lance des exportations françaises, sont menacés par la montée en gamme technologique de la Chine.

À Pékin, le remplacement en 1998 du Premier ministre Li Peng, dont le nom est associé aux massacres²⁷ de 1989, par Zhu Rongji, plus ouvert que son prédécesseur et plus à l'écoute des critiques occidentales sur la Chine,²⁸ amorce une période de détente. Celle-ci est encouragée par la libération des derniers dissidents chinois emprisonnés après Tian'anmen. La France, qui avait fourni par le passé du matériel militaire au régime de Pékin, devient favorable à une levée de l'embargo sur les ventes d'armes à destination de la Chine décidée par les États-Unis et l'Union européenne après les massacres de 1989. Faute d'unanimité entre pays européens (hostilité britannique, allemande et néerlandaise), la levée de l'embargo ne peut cependant aboutir. Chirac parvient à nouer avec son homologue chinois Jiang Zemin une relation personnelle qui ne suffit pas cependant à apaiser les tensions entre les deux pays comme en témoigne le voyage présidentiel de 2000, plombé par l'affaire de la vente par la France d'un satellite à Taïwan en 1999. La France argue que le satellite est à « usage civil », alors que Pékin y voit d'abord un « usage militaire » contraire à la déclaration franco-chinoise de 1994.²⁹

Chirac a réalisé au total quatre visites officielles en Chine durant son mandat (1997, 2000, 2004 et 2006), mais les résultats de la coopération politique entre les deux pays demeurent plus déclaratifs que réels. Hormis une « déclaration conjointe pour un partenariat global » en 1997 (16 mai), un « partenariat global stratégique » est mis en place en 2004. L'instauration d'un « partenariat global » en 1997,³⁰ visant à refonder l'exceptionnalité de la relation franco-chinoise, n'a pu être possible que par un changement clair des autorités françaises sur la question des droits de l'Homme, tant sur le plan des actes (la France refuse de soutenir pour la première fois le 15 avril, à

25 En 2020, La France est le 3^e partenaire commercial de la Chine dans l'UE, la 3^e source d'investissements réels et le 2^e exportateur de technologies pour la Chine. La Chine est le 6^e partenaire commercial de la France dans le monde et le premier partenaire commercial de l'Asie. Le déficit commercial de la France avec la Chine reste cependant structurel : en 2021, le déficit commercial français vis-à-vis de la Chine s'élève à 39,6 Md€ contre 38,9 Md€ en 2020 et 32,3 Md€ en 2019.

26 Damien Cubizol, Camille Macaire, Mary-Françoise Renard, « Le Commerce Franco-Chinois : Leçons du Passé et Perspectives d'Avenir, » *Monde Chinois, Nouvelle Asie*, 59/3 (2019) : 26.

27 Mengin, « La Politique Chinoise de la France. »

28 Mengin, « La Politique Chinoise de la France. »

29 Mengin, « La Politique Chinoise de la France. »

30 Mengin, « La Politique Chinoise de la France. »

“Le minimalisme de la diplomatie française sur la question des droits de l’Homme et le tropisme chinois de Chirac n’ont finalement abouti pour la France qu’à des résultats faibles en Chine, tant sur le plan politique qu’économique.”



Genève, devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, une résolution proposée par le Danemark condamnant la Chine), que des discours. En appelant à tenir « compte pleinement des particularités de chacun »,³¹ la déclaration conjointe du 16 mai, signée à Pékin par Jiang et Chirac, présente désormais une approche culturaliste de la question des droits de l'Homme à l'avantage de la Chine. Signé par Chirac, le partenariat global est mis en œuvre activement par le gouvernement de gauche dirigé par Lionel Jospin lors de la cohabitation (1997-2002).

Le minimalisme de la diplomatie française sur la question des droits de l'Homme et le tropisme chinois de Chirac n'ont finalement abouti pour la France qu'à des résultats faibles en Chine, tant sur le plan politique qu'économique.³² Quant aux autorités chinoises, elles exploitent l'intérêt que suscite son immense marché pour tenter d'obtenir de la France et de l'Europe de nouvelles concessions : levée de l'embargo sur les ventes d'armes, ouverture totale du marché européen, bienveillance sur la question du non-respect de la propriété industrielle et intellectuelle.

Le président Nicolas Sarkozy (2007-2012) n'est guère sensible au culturalisme de son prédécesseur. Il se réclame de la « famille occidentale » et d'une politique audacieuse de défense des droits de l'Homme. Toutefois, il provoque une crise en pensant pouvoir séparer l'économie du politique. Elle éclate en 2008 lorsqu'il met en balance sa présence à l'inauguration des Jeux olympiques de Pékin, qu'il rencontre le Dalai-Lama (à Gdansk), tandis que le passage de la flamme olympique provoque des incidents à Paris. La gestion de la crise incombe au nouvel ambassadeur de Chine à Paris, Kong Quan, premier stagiaire chinois à l'École nationale d'administration (ENA) en 1983, parfaitement francophone et qui sera au cœur de la lune de miel des relations franco-chinoises, et sera décoré par le président François Hollande en 2013. Les sanctions chinoises tombent. La France devient muette sur le Tibet et discrète sur les dissidents. Même si les dommages économiques sont limités, et que la visite de 2010 est glamourisée par la présence de la nouvelle épouse du président et par l'annonce de la signature de 20 milliards de dollars de contrats, et si la France devient en 2011 la première destination européenne des investissements chinois, le « plus jamais ça » appris de la crise franco-chinoise de 2008 marque bien plus que la « contrition » vis-à-vis de la Chine du milieu des années 1990. D'autant que la Chine représente un tiers de la croissance mondiale et que l'Europe entre dans un long tunnel de crises économique et financière à partir de 2008. La Chine est indispensable pour retrouver la croissance, et Paris se fait l'apôtre du format G20, tout en poussant à plus d'audace de l'UE vis-à-vis de la Chine, ce que souhaite Berlin.

Une nouvelle dimension de la coopération franco-chinoise est l'environnement, après l'ouverture d'un pôle environnement à l'ambassade de France à Pékin en 2007. Les entreprises, l'Agence française de développement (AFD), les experts et les ministres tentent de faciliter la « conversion » chinoise à ces questions et d'en profiter, même si la Chine devient vite leader des énergies renouvelables. À partir de ce moment surtout, les autorités françaises au plus haut niveau ne refusent plus grand-chose à la Chine. Ceux qui veulent faire des affaires poussent facilement leurs projets, malgré les avertissements sur les risques de sécurité et même les risques pour la propriété intellectuelle, et en dépit des voix qui tentent de s'opposer au triomphe des fonctionnaires et politiques les plus prochinois. L'histoire du laboratoire P4 de Wuhan, initié en 2004, qui a resurgi en 2020 durant la crise du coronavirus, est emblématique de cet affairisme et des bras de fer entre les impulsions prochinoises et les inquiétudes de spécialistes de questions de sécurité. Pourtant, malgré les efforts et concessions des Français, Sarkozy n'a jamais pu reconquérir la confi-

31 Mengin, « La Politique Chinoise de la France. »

32 Malgré les importants contrats engrangés par la France en Chine sous le mandat de Jacques Chirac (Airbus et TGV notamment), le déficit commercial ne cesse de se creuser au détriment de la France. Alors qu'en 1995, les échanges étaient équilibrés, le déficit devient en 2005 le premier déficit commercial de la France, qui n'est que le 9^e fournisseur de Pékin et le 7^e client. Voir à ce sujet, Jean-Vincent Brisset, « Les relations franco-chinoises : entre normalité et brouille », *Revue Internationale de Stratégie*, 2010/1, n°77 (2010) : 133-177. Jacques Chirac est resté cependant comme le président français parmi les plus appréciés des Chinois, non seulement pour son refus d'intervenir militairement en Irak en 2003, mais aussi et surtout en raison de son amour sincère pour la culture chinoise. L'annonce de sa mort en septembre 2019 a suscité un hommage important en Chine et fut l'un des sujets les plus discutés sur les réseaux sociaux chinois.

ance de Pékin, qui ne souhaite pas sa réélection. Pour ne pas mettre tous les œufs dans le panier chinois, la France répond aux sollicitations du Vietnam à partir de 2009. Les relations franco-indiennes bénéficient des tensions franco-chinoises de 2008 : elles deviennent fondamentales dans la politique asiatique de la France, notamment pour la vente des Rafale.

Le quinquennat de Hollande élargit la focale asiatique tout en cherchant plus encore à profiter du dynamisme économique chinois, notamment pour sortir de la crise économique. Son conseiller diplomatique, trop tôt décédé en 2014, est Paul Jean-Ortiz, diplomate spécialiste de la Chine. Il doit prioritairement permettre à Paris de repartir du bon pied avec Pékin. Les voyages et visites du président, du Premier ministre et des ministres des Affaires étrangères et de la Défense se succèdent en Asie à vive allure. Le choix est de ne pas se focaliser excessivement sur la Chine. Le premier voyage du président est au Laos, certes un pays qui paraît secondaire, mais où se tient le sommet Asie-Europe (ASEM). Des partenariats stratégiques sont signés avec l'Indonésie en 2011, Singapour en 2012 et le Vietnam en 2013, et une feuille de route de la coopération japonaise est établie pour 2013-2018. Des rencontres 2+2 (Affaires étrangères/Défense) franco-japonaises débutent en 2014. Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian finalise la vente des Rafale, et la France semble un quasi allié de l'Inde.

Aux Affaires étrangères, Laurent Fabius est fasciné par la Chine et la diplomatie économique, sans négliger l'horizon de l'Asie du Sud-est. C'est devant les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en 2013 qu'il annonce que la France a, comme les États-Unis, engagé un pivot vers l'Asie. Le Quai d'Orsay absorbe le Commerce extérieur et le tourisme. L'objectif est d'accueillir toujours davantage de touristes et d'étudiants chinois en France, et d'investissements qui créeront des emplois. En 2018, les voyageurs chinois pesaient 7,5% des recettes touristiques françaises. Fabius se rend huit fois en Chine, ouvre les portes de la France à Alibaba, et conteste le discours sur la menace chinoise. Le souvenir de 2008 restant présent, Fabius veut éviter toute critique venue de Chine, ce qui le conduit à affirmer qu'elle n'a jamais été expansionniste et à souhaiter que la France soit aussi neutre que possible en Mer de Chine du Sud. L'année de la Chine en France de 2014 célèbre les 50 ans de la reconnaissance de la République populaire par de Gaulle. L'année suivante, Paris célèbre le rôle constructif de la Chine dans la COP21, alors que Pékin avait été un obstacle aux négociations de Copenhague en 2009. De la même manière, Bercy cherche la croissance là où elle est. En 2017 la Chine représente le 7^e marché à l'exportation de la France (4.1% des exportations, et pour un tiers dans le domaine de l'aéronautique), et son 2^e marché à l'importation (9% des importations, surtout électronique, informatique et habillement).³³ Vu de la Défense, Laurent Fabius et la Direction d'Asie semblent trop complaisants.



Partie 2 :

Cartographier les acteurs de la politique chinoise de la France aujourd'hui

Si le processus de prise de décision en matière de politique étrangère est très centralisé en France, au plus haut niveau, il n'en reste pas moins fondamental d'avoir une vision d'ensemble des groupes d'intérêts liés à la Chine. Nous avons fait le choix d'étudier brièvement huit catégories : la diplomatie française, les forces armées, les services de renseignement, les échanges économiques, les entreprises, les échanges de personne à personne, la recherche sur ou avec la Chine, et l'opinion publique et la classe politique.

La diplomatie française

La relation franco-chinoise est souvent présentée comme unique par certains diplomates, notamment chinois, en raison d'un certain nombre de « premières historiques » entre les partenaires. En 1973, le président français Georges Pompidou est devenu le premier chef d'État occidental à se rendre en Chine depuis la fondation de la République populaire en 1949. La France a également été le premier grand pays occidental à établir des partenariats officiels avec la Chine, notamment un Partenariat global en 1997 et un Partenariat stratégique global en 2004. En 2001, la France a été la première à organiser un dialogue stratégique avec la Chine, suivie en 2004 par le Royaume-Uni, en 2009 par les États-Unis et en 2010 par l'Allemagne. Toutefois, malgré ces premières historiques, la France ne bénéficie aujourd'hui d'aucun avantage clair sur ses homologues européens à cet égard et ces éléments de langage sont avant tout de l'ordre du discours politique.

Dès sa première visite d'État en Chine en janvier 2018, le président Macron a cherché à souligner son pragmatisme et à jeter les bases d'une relation bilatérale plus réciproque. En visitant la ville de Xi'an, au nord-ouest de la Chine, qui formait autrefois l'extrémité orientale du réseau de routes commerciales, le président français a déclaré, en référence à l'ambitieux projet de développement mondial de la Chine, l'initiative Belt and Road (BRI), que « les routes de la soie [...] ne peuvent pas être les routes d'une nouvelle hégémonie qui mettrait en quelque sorte les pays qu'elles traversent en état de vassalité ».³⁴ À ce moment-là, la BRI, lancée plus de quatre ans plus tôt, faisait déjà l'objet d'une certaine controverse en Europe, avec des préoccupations concernant la transparence des appels d'offres publics pour les projets d'infrastructure, un afflux d'investissements chinois dans l'UE et d'autres questions. Lors de la visite de 2018, le ministre de l'Économie de Macron a ajouté que la France s'opposerait aux « investissements de pillage ».³⁵

34 Alain Offrey, « Macron en Chine : Les Nouvelles Routes de la Soie 'Ne Peuvent Être Univoques' », *Libération*, 8 janvier 2018, https://www.liberation.fr/france/2018/01/08/macron-en-chine-les-nouvelles-routes-de-la-soie-ne-peuvent-etre-univoques_1621135.

35 « Opposé au 'Pillage', Le Maire Dit Refuser 'Beaucoup' d'Investissements Chinois en France, » Agence France-Presse, 9 janvier 2018, <https://www.publicsenat.fr/article/politique/oppose-au-pillage-le-maire-dit-refuser-beaucoup-d-investissements-chinois-en>.

Plus d'un an plus tard, en mars 2019, Macron a déclaré publiquement, en marge d'une réunion du Conseil européen, que « le temps de la naïveté européenne »³⁶ était terminé en ce qui concerne les relations avec la Chine. Ses mots étaient un appel à une plus grande vigilance, pour que les États européens prennent conscience des implications à plus long terme de la dépendance géopolitique ou stratégique envers la Chine. Le thème de la dépendance a été fortement présent dans les commentaires et critiques du président à partir de 2020, alors que la pandémie mondiale de COVID-19, à la fois une crise sanitaire et une crise économique, a mis en évidence les failles et les faiblesses de l'Europe.

Les échanges économiques et la lutte contre le changement climatique sont deux domaines prioritaires de la relation bilatérale dont Macron s'est emparé au début de sa présidence, tous deux directement liés aux priorités nationales définies au cours de son premier mandat. Sur la question du climat, la France et la Chine ont signé l'Appel de Pékin pour la conservation de la biodiversité et le changement climatique, un document important alors que Marseille (Congrès mondial de la nature 2020 de l'UICN) et Kunming (Conférence des Nations unies sur la biodiversité 2020 – COP 15 de la CDB) devaient accueillir deux grandes conférences internationales sur la biodiversité en 2020, deux événements reportés, et même annulé pour Kunming puisque la conférence aura lieu à Montréal. Les avancées sur le climat entre les deux parties sont toutefois à relativiser, dans la mesure où les engagements de Pékin – dont l'annonce récente de plans pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2060 – interviennent alors que les entreprises chinoises dans le domaine environnemental sont de plus en plus en concurrence directe avec les entreprises françaises, et que ces engagements n'ont de toute façon pas été pris dans le cadre de la relation bilatérale. Surtout, la mise en scène de la coopération bénéficiait très largement sur le plan politique à la Chine qui cherchait à se différencier des États-Unis, et à profiter du retrait du pays des Accords de Paris sous l'administration Trump. On assiste ainsi comme souvent à une instrumentalisation asymétrique de la relation bilatérale qui semble profiter encore plus à la Chine qu'à la France dans leur communication respective sur la scène internationale.

Le pragmatisme du Macron et l'accent qu'il a mis sur l'Europe, notamment sur le fait de parvenir à une position européenne commune sur la Chine, ont été des évolutions notables. Cela s'inscrit dans la stratégie politique du président et dans sa volonté d'utiliser le niveau européen pour maximiser les leviers au service des intérêts français, tout en s'assurant que les décisions majeures soient prises au niveau européen afin de ne pas isoler la France vis-à-vis de la Chine à ses dépens. En mars 2019, se méfiant d'une éventuelle stratégie chinoise visant à diviser les Européens par le biais de mécanismes tels que les « 16+1 », il a cherché à faire une démonstration d'unité européenne en invitant la chancelière allemande Angela Merkel et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, à une réunion quadrilatérale à l'Élysée correspondant à la visite d'État de Xi. Huit mois plus tard, lors de sa visite en Chine en novembre 2019, il a tenu à s'entourer de personnes de la Commission européenne, dont le représentant Phil Hogan et la ministre allemande de l'Éducation et de la Recherche Anja Karliczek.

Mais au-delà des manifestations de solidarité, une véritable unité européenne sur une série de questions politiques liées à la Chine est difficile à atteindre. Certains domaines ont connu des progrès notables, comme le mécanisme d'examen des investissements de l'UE, qui renforce la surveillance des investissements étrangers, y compris en provenance de Chine, mais aussi les négociations sur le mécanisme anti-coercition ou encore sur un mécanisme d'examen de toute activité économique bénéficiant d'une subvention d'un pays tiers sur le marché intérieur, notamment en cas de tentative de rachat d'une entreprise européenne ou dans le cadre d'un appel d'offre pour un marché public. Tout cela alors que depuis mars 2019, les Perspectives stratégiques UE-Chine présentent la Chine comme un « partenaire de coopération », un « partenaire de négociation », un « concurrent économique » et surtout, un « rival systémique ».³⁷

36 « Le Temps de la Naïveté de l'UE Envers la Chine Est Révolu », Reuters, 22 mars 2019, <https://www.reuters.com/article/union-chine-macron-idFRKCN1R321X-OFRTF>.

37 « EU–China—A Strategic Outlook, European Commission and HR/VP Contribution to the European Council », Commission européenne,



Alors que les relations sino-européennes se sont dégradées ces dernières années, notamment avec des sanctions chinoises sans précédent visant depuis mars 2021 des élus et des institutions européennes, l'UE assume davantage la confrontation avec la Chine. Lors de la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'UE à Brest à la mi-janvier, « l'attitude de la Chine à l'égard de certains États membres de l'Union qui subissent de fortes pressions politiques, économiques et commerciales »³⁸ figurait à l'ordre du jour. Un euphémisme pour désigner la coercition économique sans précédent exercée par Pékin sur un État membre de l'UE, la Lituanie. Surtout, le sommet UE-Chine d'avril 2022, le premier depuis juin 2020, a souligné les différences de vues sino-européennes et le ralentissement de la dynamique de coopération, et ce alors que, contrairement à 2014, l'attitude de la Chine vis-à-vis de l'invasion russe en Ukraine est scrutée et suivie avec attention et inquiétude en Europe. Pour la France, la nécessité est donc de ne pas apparaître comme allant à l'encontre de ce mouvement de durcissement européen vis-à-vis de la Chine tout en s'assurant de ne pas apparaître comme s'alignant totalement sur la position américaine.

En matière de communication, la France n'évite pas les sujets qui fâchent Pékin et s'exprime plus ouvertement qu'il y a quelques années. Lors de son échange téléphonique avec Xi en octobre 2021, Macron a appelé la Chine à lever « les mesures coercitives prises à l'encontre des États membres de l'UE et des représentants des institutions et du parlement européens »,³⁹ le président français étant un des premiers chefs d'États européens à mentionner ce sujet directement avec son homologue chinois. En novembre 2021, dans une interview au Monde en amont de la 8e conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine, le ministre des Affaires étrangères Le Drian évoque la « prédation » de la Chine en Afrique, le « marché de dupes » que la Chine impose à travers ses prêts, et le risque de voir certains pays africains passer sous la « tutelle » chinoise.⁴⁰ Sur son compte Weibo, l'ambassade de France en Chine a, à plusieurs reprises, abordé ouvertement la question des droits de l'Homme. En novembre, l'ambassade a même relayé en chinois les préoccupations du Quai d'Orsay concernant la joueuse de tennis Peng Shuai, tout en appelant à une enquête transparente sur ses allégations d'agression sexuelle – la seule ambassade étrangère à le faire.⁴¹ Cela reste l'une des seules mentions non censurées de Peng Shuai sur le réseau social chinois.

Cette évolution est le résultat d'une double pression : celle d'une partie de l'administration, dont le ministère de l'Économie, auparavant très favorable à un rapprochement avec la Chine pour des raisons économiques évidentes, et dont la perception de la Chine a profondément évolué ces dernières années ; celle d'une opinion publique plus critique qui appelle à des condamnations plus ouvertes de certaines politiques chinoises, notamment dans le domaine des droits de l'Homme. Plus largement, l'image de la Chine auprès des diplomates a considérablement évolué, et le romantisme de certaines générations de diplomates laisse place désormais à une forme d'inquiétude croissante sur les relations bilatérales, et à la gestion d'une série de tensions bilatérales, y compris, et peut-être même avant tout, au niveau européen.

12 mars 2019, <https://commission.europa.eu/system/files/2019-03/communication-eu-china-a-strategic-outlook.pdf>.

38 « Réunion Informelle des Ministres des Affaires Étrangères de l'Union Européenne », Ambassade de France à Accra, 13-14 janvier 2022, <https://gh.ambafrance.org/Reunion-informelle-des-ministres-des-affaires-etrangeres-de-l-Union-europeenne>.

39 « Entretien Téléphonique avec M. Xi Jinping, Président de la République Populaire de Chine », Élysée, 26 octobre 2021, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2021/10/26/entretien-telephonique-avec-m-xi-jinping-president-de-la-republique-populaire-de-chine-2>.

40 « Chine-Afrique : Pékin Voit Rouge après les Critiques de Jean-Yves Le Drian », *Le Point Afrique*, 21 novembre 2021, https://www.lepoint.fr/afrique/chine-afrique-pek-in-voit-rouge-apres-les-critiques-de-jean-yves-le-drian-25-11-2021-2453805_3826.php.

41 Sébastien Berriot, « Droits de l'Homme en Chine : l'Ambassade de France Publie des Critiques de l'UE sur Weibo sans Être Censurée », Radio France, 14 décembre 2021, <https://www.radiofrance.fr/franceinter/droits-de-l-homme-en-chine-l-ambassade-de-france-publie-des-critiques-de-l-ue-sur-weibo-sans-etre-censuree-7905146>.

“L’image de la Chine auprès des diplomates a considérablement évolué, et le romantisme de certaines générations de diplomates laisse place désormais à une forme d’inquiétude croissante sur les relations bilatérales, et à la gestion d’une série de tensions bilatérales, y compris, et peut-être même avant tout, au niveau européen.”

Les forces armées

La Chine n’est pas officiellement présentée par les autorités françaises comme une menace. Concernant la stratégie de sécurité en Indo-Pacifique, les officiels français insistent fréquemment sur le fait que cette stratégie n’est pas dirigée contre la Chine et que les défis dans la région Indo-Pacifique ne doivent pas être abordés sous le seul angle de la confrontation. L’objectif est de répondre aux aspirations de la plupart des pays de la région qui ne veulent pas être enfermés dans un choix binaire. Sur le plan politique, l’objectif est également de surjouer une différence d’approche, en partie artificielle, avec les pays anglo-saxons tout en favorisant les exportations d’armes vers certains pays comme l’Inde, les Émirats arabes unis (EAU) et l’Indonésie, qui restent l’un des moteurs, bien que non assumé, de la politique étrangère française dans la région.⁴²

Le résultat de cette stratégie de communication est l’utilisation de certains concepts diplomatiques difficiles à comprendre, et jamais définis avec précision – la France offrant une « troisième voie », la France en tant que « puissance d’équilibre(s) », ou l’objectif de la France de « défendre la liberté de la souveraineté » comme mentionné par Macron en septembre. Ce discours français est parfois contre-productif auprès de certains de ses partenaires car il peut leur laisser croire que la France a une position ambiguë et surtout que ses ambitions ne sont pas en adéquation avec son poids réel, ce qui pose in fine des questions sur la crédibilité même de la stratégie.

En pratique, la stratégie française est cependant plus explicite et cohérente, y compris à l’égard de la Chine, sur au moins trois dimensions. Par exemple, la mise à jour stratégique du ministère des Armées publiée en janvier 2021 mentionne plus souvent la Chine (25 références) que la Russie (22 références), preuve de l’importance prise par le pays ces dernières années dans la réflexion stratégique française.⁴³ Contrairement aux Perspectives stratégiques européennes sur la Chine, le ministère des Armées présente la Chine avant tout comme un « rival systémique », avant d’en faire un « concurrent économique » et un « partenaire de coopération », un changement d’ordre qui n’a rien d’anecdotique.⁴⁴ De plus, l’accroissement des coopérations avec les deux partenaires stratégiques que sont l’Inde et le Japon, ainsi qu’avec un grand nombre de pays de la région, dont l’Indonésie, l’Australie et Singapour, souligne que le facteur Chine reste au cœur de la stratégie française dans la région.

Mais surtout, les déploiements réguliers que la Marine nationale organise, notamment en mer de Chine méridionale, permettent de réaffirmer que la liberté de navigation et de survol, ainsi que le droit de passage inoffensif, prévus par la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, doivent s’exercer sans entrave. Les messages

42 Antoine Bondaz, « La France, une Puissance d’Initiatives en Indo-Pacifique », Fondation pour la Recherche Stratégique, 15 novembre 2022, <https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications/notes/2022/202237.pdf>.

43 « Actualisation Stratégique », Ministère des Armes, 2021, <https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/dgris/REVUE%20STRAT%202021%2004%2002%202021%20FR.pdf>.

44 « Actualisation Stratégique. »



envoyés à la Chine se multiplient donc, et la communication par les actes, plutôt que par les mots, est explicite et comprise comme telle par les partenaires de la France. Par exemple, en 2021, dans le cadre de la mission Marianne, la France a déployé un sous-marin nucléaire d'attaque, l'Émeraude, et un bâtiment de soutien et d'assistance métropolitain, la Seine, pendant huit mois et jusqu'à plus de 15 000 kilomètres de la métropole, y compris en mer de Chine méridionale, pour effectuer une mission « d'intérêt stratégique ». ⁴⁵ Le principal navire de recueil de renseignement de la Marine nationale, le Dupuy-de-Lôme, a également passé de longs mois dans la région l'année dernière, et a même transité par le détroit de Taiwan à l'automne 2021, une annonce faite par la ministre des Armées lors d'une audition au Sénat.

Les services de renseignement

Les services de renseignements ont fait part à plusieurs reprises de leurs inquiétudes à l'égard de la Chine et communiquent de façon de plus en plus explicite à ce sujet. En octobre 2018, selon *Le Parisien*, une note conjointe de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) et de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), le service d'espionnage français, aurait alerté des démarches d'approches massives de la Chine, notamment via LinkedIn, auprès de personnes travaillant à la fois dans le public et le privé. ⁴⁶ La DGSI a déjà alerté à plusieurs reprises de la « menace chinoise » depuis 2010. En février 2021, la DGSI a publié une note sur des tentatives d'espionnages de la Chine visant particulièrement la Bretagne, où se trouvent notamment l'Ifremer et l'île Longue qui accueillent les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) de la marine nationale. ⁴⁷ En juillet 2021, la DGSI, face au constat du nombre croissant d'ingérences étrangères dans le monde de la recherche, a décidé de renforcer son dispositif de surveillance. En parallèle, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information a mis en garde contre des campagnes chinoises de compromission touchant de nombreuses entités françaises. ⁴⁸

Surtout, deux anciens agents de la DGSE ont été condamnés en 2020 à huit et 12 ans de prison pour « livraison d'information à une puissance étrangère », « atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation » et « intelligence avec une puissance étrangère » au profit de la Chine. Comme l'avait alors souligné l'avocate générale, c'est une affaire rare de « pénétration par une puissance étrangère des renseignements français ». Au-delà de l'affaire, la volonté de communiquer, même partiellement, sur le sujet et de judiciaireiser indique une évolution des autorités françaises. ⁴⁹

Les échanges économiques

Le commerce et les investissements bilatéraux constituent le domaine prioritaire de la relation bilatérale mis en avant par Macron au début de sa présidence, directement lié à ses priorités de politique intérieure. Des progrès ont été enregistrés – au-delà de la traditionnelle signature de méga contrats pour Airbus. Par exemple, Paris a obtenu la levée totale de l'embargo sur le bœuf français, instauré pour la première fois par la Chine en 2001. La France a également poussé au niveau européen pour un accord assurant la protection de 100 produits alimentaires européens en Chine,

45 Laurent Lagneau, « Le Sous-Marin Nucléaire d'Attaque Émeraude s'Est Aventuré en Mer de Chine Méridionale », *Opex360*, 9 février 2021, <https://www.opex360.com/2021/02/09/le-sous-marin-nucleaire-dattaque-emeraude-sest-aventure-en-mer-de-chine-meridionale>.

46 « Espionnage : Comment la Chine Tente de Recruter des Français », *Le Parisien*, 23 octobre 2018, <https://www.leparisien.fr/international/espionnage-comment-la-chine-tente-de-recruter-des-francais-23-10-2018-7925739.php>.

47 « L'Ifremer de Brest dans le Viseur de la Chine ? La DGSI s'Inquiète », *Le Télégramme*, 25 février 2021, <https://www.letelegramme.fr/bretagne/l-ifremer-de-brest-dans-le-viseur-de-la-chine-la-dgsi-s-inquiete-25-02-2021-12710528.php>.

48 Laurent Lagneau, « L'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information Met en Garde Contre l'Espionnage Chinois. »

49 « Deux Anciens Espions Condamnés à 8 et 12 Ans de Prison pour Trahison au Profit de la Chine », *Le Parisien*, 10 juillet 2020, <https://www.leparisien.fr/faits-divers/deux-anciens-espions-condamnes-a-8-et-12-ans-de-prison-pour-trahison-au-profit-de-la-chine-10-07-2020-8351193.php>.

dont 26 français, et d'un nombre équivalent de produits chinois en Europe. La France pourra également continuer à exporter du porc en Chine s'il est touché par la peste porcine africaine, à partir de zones encore indemnes de la maladie, selon un accord signé en décembre 2021.⁵⁰

Toutefois, les problèmes structurels de la relation bilatérale persistent manifestement malgré l'objectif déclaré de l'Élysée de promouvoir les principes d'accès au marché, de concurrence loyale, de réciprocité et de réduction des tensions commerciales. Un problème clé est que les engagements pris jusqu'à présent par la Chine restent non contraignants et abstraits, et que la France n'est pas en mesure d'imposer à la Chine des engagements chiffrés. Par exemple, le Plan d'action 2019 pour les relations franco-chinoises mentionne seulement que les deux pays « souhaitent rééquilibrer à la hausse leurs échanges économiques bilatéraux ». ⁵¹ Dans ce contexte, le déficit commercial de la France avec la Chine continue de se creuser avec près de 50 milliards d'euros en 2022, soit près de la moitié du déficit sur les échanges de biens.⁵²

La dépendance vis-à-vis de la Chine, réelle, doit cependant être relativisée et n'est pas comparable avec la dépendance de certains pays asiatiques. Si les échanges commerciaux avec la Chine ont atteint 88 milliards d'euros en 2021, ils sont du même ordre de grandeur que les échanges avec l'Italie (85 milliards) ou la Belgique (83 milliards), et loin derrière les échanges avec l'Allemagne (150 milliards).⁵³ La Chine représente aujourd'hui 5% des exportations et 11% des importations françaises. Selon les douanes, ces importations en provenance de Chine « demeurent majoritairement composées de produits à faible valeur ajoutée locale », ⁵⁴ l'habillement et les chaussures en représentant un cinquième, et les biens électroniques et informatiques un tiers.

Par ailleurs, les investissements directs chinois en France sont souvent surestimés dans le débat public, au point d'obséder de nombreux élus locaux qui considèrent trop souvent la Chine comme la principale opportunité méritant leurs efforts. Depuis 2000, la France a attiré trois fois moins d'investissements chinois que son voisin britannique, moins que son voisin italien, et presque autant que la Finlande, une économie 10 fois plus petite que celle de la France.⁵⁵ Le stock d'investissements chinois en France (8,5 milliards d'euros) est équivalent aux investissements danois, et bien inférieur au stock d'IDE suisses (92 milliards d'euros), britanniques (103 milliards d'euros), ou néerlandais (104 milliards d'euros). Enfin, en termes de création d'emplois, les investissements chinois ont eu moins d'effet que les investissements espagnols en 2019 et à peu près autant que les investissements canadiens en 2020.⁵⁶

50 « EU and China sign landmark agreement protecting European Geographical Indications, » European Commission, 14 septembre 2020, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_1602; « France / Chine : accord de zonage pour la Fièvre Porcine Africaine (FPA), » Culture Viande, 14 février 2022.

51 « Plan d'Action pour les Relations Franco-Chinoises », Élysée, 6 novembre 2019, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/11/06/plan-daction-pour-les-relations-franco-chinoises>.

52 « Le chiffre du commerce extérieur, » analyse annuelle 2022, République Française, 7 février 2023, <https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Thematiques/A2022.pdf>.

53 « Publication du Rapport 2022 sur le Commerce Extérieur de la France », Ministère de l'Économie, des Finances, et de la Souveraineté Industrielle et Numérique, 11 février 2022, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2022/02/11/publication-du-rapport-2022-sur-le-commerce-exterieur-de-la-france>.

54 Camille Bortolini et Estelle Jacques, « Les relations commerciales entre la France et la chine en 2018 », Ministère de l'Économie, des Finances, et de la Souveraineté Industrielle et Numérique : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/16671c85-d180-452d-8078-ae555409b06e/files/750f4203-2af0-4cca-a1f3-34256e36c1cf>.

55 « Bilan des Investissements Internationaux en France 2021 », *Business France*, 14 mars 2022, https://www.businessfrance.fr/Media/PRODUCTION/PROCOM/M%C3%A9diath%C3%A8que/Bilan_IDE_2021_FR.pdf.

56 « Bilan des investissements internationaux en France 2021, » *Business France*, https://investinfrance.fr/wp-content/uploads/2017/08/Bilan_IDE_2021_FR.pdf.



Les entreprises

La coopération économique franco-chinoise au niveau des entreprises est très dynamique et ce, dans tous les secteurs. Lors de la 4e réunion du Conseil d'entreprises franco-chinois en décembre 2021 organisée par le Comité France-Chine, les termes qui reviennent le plus souvent pour qualifier la coopération sont l'écologie, le digital, la croissance verte ou encore la santé.⁵⁷ Les entreprises françaises cherchent à mettre en avant le potentiel de coopération face aux enjeux climatiques.

Des projets de coopération dans des pays tiers existent mais sont peu nombreux. On peut évoquer le cas d'Engie avec TusHoldings (Qinghua) dans le cadre de l'optimisation de services énergétiques intelligents (stockage, distribution) en Thaïlande et en Égypte, de Bolloré avec China Merchants au Nigeria, de Bolloré avec China Harbour Engineering Company au Timor Oriental, ou encore de CGA-CGM avec China Harbour Engineering Company au Nigeria. La majorité de ces projets comportent des impératifs environnementaux stricts. Notons d'ailleurs que lors de la visite d'État en France de Xi Jinping en 2019, un accord de coopération a été signé entre Bpifrance, Qair, CIC et Shanghai SUS Environment pour des projets dans le solaire, l'éolien et la valorisation énergétique des déchets dans des marchés tiers.⁵⁸

Un des acteurs clés est le Comité France-Chine créé en 1979 à l'initiative de la communauté d'affaires française, avec le soutien des autorités françaises et chinoises.⁵⁹ Il rassemble 51 membres qui représentaient en 2021 près d'un quart du PIB français et deux tiers de la capitalisation du CAC40. Le comité coordonne les efforts de coopération entre les deux pays et joue donc un rôle moteur, à travers notamment cinq groupes de travail qui reflètent les priorités bilatérales : marché tiers (Suez, CNBM, Airbus, bioMérieux, Sanofi, Sinomach), finances (Bank of China, BNP Paribas, China Investment Corporation), industrie verte et intelligente (Schneider Electric, COMAC, Air Liquide, Dassault Systèmes, Dongfeng Motor Corporation, ZTE), consommation et services (L'Oréal, China Poly Group, Alibaba Group, China Mobile Communication Group, Danone, Huawei Technologies, jd.com, LVMH, Sodexo, Sanofi, Seb), et énergie bas carbone (EDF, Orano, China National Nuclear Corporation et China General Nuclear Power Corporation).

Cependant, au-delà des appels à une accentuation de la coopération bilatérale, les grandes entreprises françaises présentent des bilans contrastés quant à leur expérience du marché chinois, ceci dans un contexte politique plus large où ces entreprises doivent renforcer une logique de « dérisquage » et s'assurer une plus grande résilience.

Les entreprises bénéficiant de la demande chinoise

Airbus est une des entreprises étrangères ayant le plus bénéficié de la hausse de la demande chinoise, et ce alors que le concurrent chinois Commercial Aircraft Corporation of China (COMAC) n'est toujours pas en mesure de répondre à la demande locale. L'annonce de la vente de 292 A320 en juillet 2022, une commande de plus de 35 milliards d'euros, en est la dernière illustration.⁶⁰ Les coopérations se multiplient mais font l'objet de critiques indirectes de plus en plus fréquentes de la part du concurrent américain Boeing et surtout des autorités américaines. Notons par exemple la publication d'un rapport « Flying with the Enemy » qui critique les liens entre Airbus et des industries de l'armement chinoises.⁶¹

57 Le Comité France Chine, « Le Conseil d'Entreprises Franco-Chinois », <https://www.comitefrancechine.com/presentation>.

58 « Signature du Contrat de Partenariat entre Qair, SUS Environment, Bpifrance et China Investment Corporation en Présence des Chefs d'État Emmanuel Macron et Xi Jinping », Qair, 25 mars 2019, <https://www.qair.energy/pt/blog/2019/03/25/officialisation-de-la-joint-venture-composee-de-quadrant-international-du-groupe-chinois-sus-environment-et-des-fonds-souverains-francais-et-chinois-en-presence-des-chefs-detat-emmanuel-macro>.

59 Le Comité France Chine.

60 « 292 Airbus A320 pour Quatre Compagnies Aériennes Chinoises », Air Cosmos, 1 juillet 2022, <https://air-cosmos.com/article/292-airbus-a320-pour-quatre-compagnies-aeriennes-chinoises-41332>.

61 « Risks of Airbus Ties to China », Horizon Advisory, juin 2022, <https://www.horizonadvisory.org/flight-risk>.

Parmi les autres entreprises françaises dont les ventes augmentent en Chine, en tendance, notons les groupes de luxe LVMH et Kering, et ce alors que le pays est en passe de devenir le premier marché mondial des produits de luxe, et aussi le groupe Accord qui a récemment signé un contrat de franchise à long terme avec une filiale du groupe chinois Country Garden.⁶² Les premiers sont cependant vulnérables à des aléas politiques qui pourraient, du fait de boycotts organisés comme cela a été le cas ces dernières années contre des marques européennes non essentielles pour l'économie chinoise comme H&M, voir leurs ventes s'effondrer en peu de temps. Ces entreprises sont effectivement dans des secteurs où les entreprises sont facilement substituables et leurs activités moins stratégiques que d'autres entreprises (par exemple, Airbus est dans une situation inverse car difficilement substituable et stratégique pour les ambitions chinoises).

Les entreprises faisant face à des difficultés

Les constructeurs automobiles français font face à des difficultés importantes en Chine. Le groupe Stellantis a connu plusieurs années de chute de ses ventes en Chine jusqu'en 2021 avec une part de marché d'environ 0,5%, et des échecs cuisants comme DS Automobiles.⁶³ Pourtant, Peugeot et Citroën furent parmi les premières marques européennes à tenter leur chance dans ce pays, la première dès 1985 et la seconde en 1992.

Renault a renoncé à son partenariat avec Dongfeng en 2020 mais réinvestit le marché avec Geely comme partenaire pour produire des véhicules hybrides, avec un rôle limité pour l'entreprise française qui contribuera surtout à la stratégie et au développement des canaux et des services, et non aux technologies de motorisation par exemple.⁶⁴

Dans le nucléaire, Orano garde une présence importante en Chine parmi les acteurs étrangers mais le projet de construction d'une usine de retraitement-recyclage à grande échelle du combustible industriel usé, d'une capacité de 800t, sur le modèle de l'usine de La Hague, patine. Les négociations entamées en 2007 pourraient ne jamais déboucher, les réticences en France mais aussi à l'étranger sur ce projet se multipliant.

Les entreprises se retirant, partiellement ou totalement, du marché

Certains grands groupes français se sont récemment totalement retirés du marché chinois, notamment les deux entreprises de distribution Auchan et Carrefour. Présent en Chine depuis 1995, Carrefour a annoncé en juin 2019 la cession de sa filiale locale et de ses plus de 200 magasins à Suning, la troisième plateforme de e-commerce du pays.⁶⁵ Auchan a annoncé en octobre 2020 la vente à Alibaba de ses parts dans le groupe SunArt, coentreprise fondée en 2000 avec un acteur local.⁶⁶

Dans les années 1990, Gaz de France a établi des relations solides avec les industries gazières chinoises. Engie est donc présent dans le pays depuis plus de 30 ans. En Chine, et notamment à Shanghai, l'entreprise se concentre sur la production d'énergie renouvelable et l'exploitation et la maintenance dans le solaire principalement, la recharge

62 « Accor et Ennismore Vont Ouvrir Plus de 1 300 Hôtels JO&JOE en Chine », *Tour Mag*, 22 avril 2022, https://www.tourmag.com/Accor-et-Ennismore-vont-ouvrir-plus-de-1300-hotels-JO-JOE-en-Chine_a113562.html.

63 Nabil Bourassi, « Stellantis Met Jeep Chine en Faillite et Réduit encore sa Présence », *La Tribune*, 31 octobre 2022, <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/automobile/stellantis-met-jeep-chine-en-faillite-et-se-retire-peu-a-peu-du-marche-chinois-938930.html>.

64 « Renault Recentre ses Activités en Chine, Va Mettre Fin à sa JV avec Dongfeng », AGEFI Dow Jones, 14 avril 2020, <https://investir.lesechos.fr/actu-des-valeurs/la-vie-des-actions/renault-recentre-ses-activites-en-chine-va-mettre-fin-a-sa-jv-avec-dongfeng-1835920>.

65 Simon Leplâtre, « Carrefour se Désengage de Chine », *Le Monde*, 24 juin 2019, https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/06/23/carrefour-cede-80-de-ses-activites-en-chine_5480333_3234.html.

66 Morgan Leclerc, « Auchan se Retire de Chine en Cédant sa Participation dans SunArt », LSA, 19 octobre 2020, <https://www.lsa-conso.fr/auchan-se-retire-de-chine-en-cedant-sa-participation-dans-sun-art,361743>.



de véhicules électriques et les réseaux d'énergie de quartier tels que le chauffage et le refroidissement urbains. Le groupe est cependant en train de diviser ses effectifs en Chine par cinq, pour ne garder qu'une vingtaine de salariés et un simple bureau de représentation.

Les échanges de personne à personne

La présence française en Chine est à la baisse depuis un pic atteint en 2014. Si l'on se fie au registre des Français enregistrés auprès de l'Ambassade, leur nombre a diminué continuellement depuis 2015 passant de plus de 31 000 personnes, à 29 000 en 2019 et à 24 000 en 2021.⁶⁷ La pandémie de COVID-19 et les restrictions de déplacement n'ont fait qu'accélérer une tendance préexistante. Au-delà, si l'on compte l'ensemble de la communauté française, la baisse est tout aussi importante. Selon Franck Desevedavy, Conseiller du Commerce extérieur et Arbitre CCI - Taïwan-Shanghai, la population française de Hong Kong aurait été divisée par deux en moins de cinq ans, celle de Shanghai aurait perdu 60% de ses membres et celle de Pékin 70%.⁶⁸ Entre 2017 et 2022, près de 40 000 Français auraient quitté la Chine. À l'inverse, le nombre de Chinois en France reste stable, autour de 110 000 ressortissants, avec une tendance légère à la hausse.⁶⁹

Quant aux échanges universitaires, le nombre d'étudiants chinois en France stagne depuis le milieu des années 2010, autour de 40 000 étudiants, tout comme le nombre d'étudiants français en Chine, autour de 10 000 étudiants, dont une grande partie à Shanghai.⁷⁰ Pour attirer les étudiants chinois, la France dispose de six espaces Campus France Chine à Pékin et dans les cinq villes consulaires, et de neuf antennes (Chongqing, Hangzhou, Harbin, Jinan, Kunming, Nankin, Qingdao, Tianjin, Xi'an) localisées pour la plupart au sein des Alliances françaises. Les étudiants chinois préfèrent quant à eux largement les établissements d'enseignement supérieur privés, comme les écoles de commerce. On s'approche de l'objectif fixé par les autorités françaises qui était d'atteindre 50 000 étudiants en France à l'horizon 2020,⁷¹ et ce alors que la France se classe au deuxième rang concernant les choix des étudiants chinois pour un séjour dans l'Union européenne. Surtout, la pandémie a marqué un coup d'arrêt brutal à l'envoi d'étudiants français en Chine alors que l'inverse n'est pas vrai, même si le nombre d'étudiants en France a diminué. Une des conséquences directes est le déport de ces étudiants qui souhaitent avoir une expérience dans un pays sinophone vers Taïwan, Singapour ou alors plus largement dans un pays asiatique en abandonnant l'objectif de l'apprentissage du mandarin. Par ailleurs, rappelons que l'apprentissage du mandarin ne concerne que 0,4% des élèves et étudiants français, soit à peine plus que pour l'apprentissage du russe.⁷²

Les échanges culturels entre la France et la Chine sont nombreux et anciens. Le centre culturel français, désormais appelé « Institut Français », est le plus ancien centre culturel étranger en Chine, et a été inauguré en 2004. L'Année de la Chine en France (2003-2004) et celle de la France en Chine (2004-2005) ont également été une première pour la Chine dans l'organisation d'une année culturelle avec un pays étranger. Les activités culturelles françaises

67 Franck Desevedavy, « La Chine est de plus en plus présente dans le monde, les français de moins en moins présents en Chine, » Cercle K2, 29 janvier 2022, <https://cercle-k2.fr/etudes/la-chine-est-de-plus-en-plus-presente-dans-le-monde-les-francais-de-moins-en-moins-presents-en-chine>.

68 Desevedavy, « La Chine Est de Plus en Plus Présente dans le Monde, les Français de Moins en Moins Présents en Chine. »

69 « L'immigration chinoise en France, » Institut National d'Études Démographiques, 18 janvier 2023, <https://www.ined.fr/fr/actualites/presse/limmigration-chinoise-en-france/>.

70 « Fiche Mobilité: Chine », Campus France Ressources, https://ressources.campusfrance.org/publications/mobilite_pays/fr/chine_fr.pdf.

71 Nathalie Guibert, « 47 500 Étudiants Chinois en France, un Fer de Lance pour Pékin », Le Monde, 5 octobre 2021, https://www.lemonde.fr/education/article/2021/10/05/47-500-etudiants-chinois-en-france-un-fer-de-lance-pour-pekinn_6097227_1473685.html.

72 « Quelles Sont les 10 Langues Préférées des Étudiants Français ? » VL Media, 24 mars 2022, <https://vl-media.fr/quelles-sont-les-10-langues-preferees-des-etudiants-francais>.

en Chine sont principalement structurées autour de quatre temps forts autour de la langue française (mois de la francophonie), de la coopération culturelle franco-chinoise (festival Croisements) de l'environnement (mois franco-chinois de l'environnement) et de la littérature (Prix Fu Lei). Le festival « Croisements » est par ailleurs devenu le plus grand festival étranger en Chine.⁷³ Le réseau culturel français en Chine est important et s'est renforcé dans les années 2000 avec, entre autres, 14 Alliances françaises. Les établissements d'enseignement français sont également nombreux, à Pékin, Shanghai, Canton, Shenzhen, Wuhan et Hong Kong. Depuis quelques années, la priorité est donnée à la coopération dans le domaine du patrimoine culturel. En 2019, le président de la République a inauguré, en présence des autorités chinoises, le West Bund Museum Project, l'antenne du Centre Pompidou à Shanghai.⁷⁴

“La classe politique française se mobilise assez peu sur la Chine.”

Concernant les voyages de tourisme, le nombre de touristes chinois en France a plus que doublé entre 2010 et 2019, passant de 0,9 à 2,2 millions, selon les données de la Banque de France.⁷⁵ Bien qu'ils ne représentent que 3% des touristes, ils représentent 7% des recettes, avec un bémol important qui est le faible nombre de nuitées par touriste, en moyenne cinq nuits.⁷⁶ Par ailleurs, depuis 2020, en raison de l'arrêt des voyages de groupes, la non-délivrance de visa tourisme (réciprocité), et l'interruption de la délivrance de passeports par la Chine, le nombre de touristes chinois s'est effondré et le marché français a dû s'adapter.⁷⁷

La recherche sur ou avec la Chine

La coopération dans le domaine des S&T s'est considérablement développée au cours des dernières décennies avant de connaître un certain ralentissement ces dernières années, du fait notamment d'inquiétudes croissantes au sein des pays occidentaux d'un détournement de certaines coopérations par les partenaires chinois. Cependant, toujours près de 3 000 chercheurs des deux pays issus de 600 unités de recherche coopèrent au sein d'une soixantaine de structures conjointes de recherche.⁷⁸

Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) est la première organisation française et une des toutes premières organisations internationales à avoir signé un accord de coopération bilatéral avec la Chine, dès octobre 1978 avec l'Académie des Sciences de Chine, soit quelques mois après l'accord-cadre entre la France et la Chine sur les échanges scientifiques. Cet accord a été renouvelé en 2018 et de nombreux accords avec d'autres institutions chinoises ont été signés, dont la plupart entre le milieu des années 1990 et la fin des années 2000. Depuis, ce sont d'autres formats d'accord qui se sont multipliés, notamment avec la création des Instituts franco-chinois de coopération universitaire, à partir de la loi-cadre sur la coopération sino-étrangère de 2003. Ils sont passés de sept à 17 ces 10 dernières années en Chine, et à plusieurs dizaines en France dans plus d'une vingtaine de

73 « Festival Croisements en Chine », Institut Français, <https://www.institutfrancais.com/fr/magazine/portfolio/festival-croisements-en-chine>.

74 « Centre Pompidou x West Bund Museum Project Shanghai », Centre Pompidou, <https://www.centrepompidou.fr/fr/le-centre-pompidou/a-l-international/centre-pompidou-x-west-bund-museum-project-shanghai>.

75 Agence de Développement Touristique de la France, « Chine », <https://www.atout-france.fr/notre-reseau/chine>.

76 Christophe Palière, « Coronavirus: la France Désertée par les Touristes Chinois », Les Echos, 4 février 2020, <https://www.lesechos.fr/industrie-services/tourisme-transport/coronavirus-la-france-desertee-par-les-touristes-chinois-1169048>.

77 Palière, « Coronavirus : la France désertée par les touristes chinois. ».

78 « Laboratoires et Réseaux Franco-Chinois de Recherche », Ambassade de France en Chine, juin 2014, <https://cn.ambafrance.org/Laboratoires-et-reseaux-franco-chinois-de-recherche-23911>.



villes.⁷⁹

La coopération scientifique et technologique se concentre sur la lutte contre les maladies infectieuses émergentes (création d'un Institut Pasteur à Shanghai et d'un laboratoire P4 à Wuhan accrédité en janvier 2017) et le spatial (lancement du satellite CFOSat le 29 octobre 2018 et projet SVOM). La coopération en matière d'environnement et de développement durable poursuit trois priorités : changement climatique, développement urbain durable et question de l'eau. L'AFD intervient également en Chine depuis 2004 (24 projets). 140 projets de coopération décentralisée associent aujourd'hui 60 collectivités territoriales françaises et 47 autorités locales chinoises qui permettent de traiter des sujets concrets d'intérêt commun.⁸⁰

Les recherches en sciences sociales sur la Chine sont structurées autour de centres de recherche universitaires comme le Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine du CNRS et de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS); du Centre de recherche sur les civilisations de l'Asie orientale du CNRS, de l'École pratique des hautes études, du Collège de France et de l'Université Paris Diderot ; de l'Institut de recherche sur l'Asie de l'Est du CNRS, de l'université de Paris et de l'Inalco ; ou encore du Centre d'études français sur la Chine contemporaine. Ce dernier, basé à Hong Kong avec une antenne à Taiwan depuis 1994, est placé sous la cotutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et européennes et du CNRS. L'ensemble des recherches universitaires est cependant assez peu tourné vers les questions dites « policy-oriented », et les interactions avec les autorités politiques françaises sont très limitées. Le soutien gouvernemental français à la création en janvier 2020 d'un Institut européen d'études chinoises a été un échec en ce qu'il n'a pas de visibilité et n'influence pas les décisions politiques au niveau européen, et pourrait retarder d'autres initiatives. Quant aux think tanks, aucun ne possède une équipe de recherche sur la Chine avec une masse critique de près d'une dizaine de chercheurs, et les principaux chercheurs sont dispersés entre institutions contrairement à la stratégie déployée en Allemagne, en Australie ou en Suède de structurer les efforts. L'influence de sinologues français sur les administrations, et in fine sur la prise de décision, est donc limitée, ce qui pose un problème tant de compréhension du pays, que d'orientation de la recherche vers des sujets prioritaires pour ces administrations.

L'opinion publique et la classe politique

On note une dégradation de l'image de la Chine en France depuis plus de cinq ans. Dans les enquêtes annuelles du Pew Research, les opinions favorables à la Chine sont passées de 59% à 29% entre 2015 et 2021, et les opinions défavorables de 49% à 66%.⁸¹ Ces opinions défavorables sont systématiquement supérieures à 50% depuis une dizaine d'années.⁸² Un sondage du CEIAS/IFRI de 2020 souligne que l'image de la Chine s'est détériorée pour 53% des Français, et améliorée pour seulement 8% d'entre eux.⁸³

Il convient de noter cependant que la Chine reste assez méconnue en France, bien que le pays suscite un intérêt croissant. Si les émissions télé et radio sur ou évoquant la Chine se multiplient et connaissent de très bonnes audi-

79 « Les Instituts Franco-Chinois de Coopération Universitaire », Ambassade de France en Chine, 2022-2023, <https://cn.ambafrance.org/les-instituts-franco-chinois-de-cooperation-universitaire-25891>.

80 Christine Moro, « Les évolutions de la coopération décentralisée franco-chinoise », *La Lettre Diplomatique*, 2019, <https://www.lalettrediplomatique.fr/les-evolutions-de-la-cooperation-decentralisee-franco-chinoise>.

81 Laura Silver, Christine Huang, et Laura Clancy, « Negative Views of China Tied to Critical Views of Its Policies on Human Rights », Pew Research Center, 29 juin 2022, <https://www.pewresearch.org/global/2022/06/29/negative-views-of-china-tied-to-critical-views-of-its-policies-on-human-rights>.

82 Silver, Huang, et Clancy, « Negative Views of China. »

83 Richard Q. Turcsanyi, Matej Simalcik, Kristina Kornska, Renata Sedlakova, Jiří Čeněk, Andrej Findor, Ondrej Buchel, et al., « European Public Opinion on China in the Age of COVID-19 », Central European Institute of Asian Studies, 2020, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/european_public_opinion_on_china_in_the_age_of_covid-19.pdf.

ences, par exemple les documentaires diffusés sur Arte ou France 5, la connaissance générale du pays demeure limitée. On note cependant une mobilisation très forte chez une partie de la jeunesse, notamment sur les réseaux sociaux, sur une question précise : le sort des Ouïghours en Chine.⁸⁴ La conjugaison de l'utilisation massive des réseaux sociaux, la mobilisation d'entrepreneurs politiques de premier plan comme Raphaël Glucksmann mais aussi de personnalités du monde du sport et du divertissement, ainsi que la question des discriminations contre les musulmans, semble expliquer en partie cette très forte mobilisation d'une partie de la société civile française, et la nécessité pour la classe politique d'y répondre.

Cette mobilisation s'est traduite par le vote d'une résolution de l'Assemblée nationale en janvier 2022 portant sur « la reconnaissance et la condamnation du caractère génocidaire des violences politiques systématiques ainsi que des crimes contre l'humanité actuellement perpétrés par la République populaire de Chine à l'égard des Ouïghours ». ⁸⁵ Celle-ci a été adoptée à la quasi-unanimité (169 votes pour, un contre et cinq abstentions). Plus généralement, on note une volonté croissante des parlementaires de traiter de la Chine, et surtout un changement du ton des rapports d'information à ce sujet. En 2005, un rapport d'information portant sur « Les échanges commerciaux entre la Chine et la France » évoquait par exemple les « opportunités considérables » et cherchait à présenter la Chine « non plus comme un péril mais comme une opportunité pour les entreprises et donc pour l'emploi ». ⁸⁶ Depuis, les différents rapports d'information mettent avant tout en avant le manque de réciprocité loin du partenariat gagnant-gagnant vanté par les autorités chinoises, et les problèmes de protection de la propriété intellectuelle ainsi que de transferts de technologie forcés. Dans le plus récent rapport en 2022, intitulé « La stratégie de la France et de l'Europe à l'égard de la Chine », les parlementaires appellent à « mieux défendre les intérêts de la France face aux puissances étrangères ». ⁸⁷

Un rapport du Sénat de 2021 est consacré quant à lui à la protection du patrimoine scientifique et des libertés académiques, ciblant explicitement la Chine comme une des menaces importantes, et un second rapport sur la Chine fait une série de recommandations « pour faire face aux moyens mis en œuvre par la Chine pour déployer sa puissance en Europe ». ⁸⁸ Les rapports insistent donc avant tout, désormais, sur la nécessité de protéger la France contre les velléités chinoises, bien plus que sur les opportunités de coopération, un changement majeur en l'espace de 10 ans.

Plus largement, la classe politique française se mobilise assez peu sur la Chine contrairement à d'autres pays européens. Le pays est avant tout mentionné lorsque les questions de droits de l'Homme sont abordées, mais aussi, et de plus en plus, quand les enjeux de souveraineté française sont discutés. Notons cependant une évolution importante : le nombre de femmes et d'hommes politiques français affichant une proximité explicite avec l'Ambas-

84 « Proposition de Résolution Portant sur la Reconnaissance et la Condamnation du Caractère Génocidaire des Violences Politiques Systématiques ainsi que des Crimes Contre l'Humanité Actuellement Perpétrés par la République Populaire de Chine à l'Égard des Ouïghours », *La Voix du Nord*, 2 décembre 2021, <https://www.lavoixdunord.fr/911212/article/2020-12-21/en-france-les-jeunes-touche-par-le-sort-des-ouighours-surtout-sur-les-reseaux>.

85 « Reconnaissance et condamnation du caractère génocidaire des violences politiques systématiques ainsi que des crimes contre l'humanité actuellement perpétrés par la République populaire de Chine à l'égard des Ouïghours », *Assemblée Nationale*, 2 décembre 2021, https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/reconnaissance_crime_chine_ouighours.

86 Tony Dreyfus et Hervé Novelli, « Rapport d'Information... sur les Échanges Commerciaux entre la Chine et la France », *La République Française Vie Publique*, 1 juillet 2005, <https://www.vie-publique.fr/rapport/27746-rapport-dinfo-sur-les-echanges-commerciaux-entre-la-chine-et-la-france>.

87 Bérengère Poletti et Buon Tan, « Rapport d'Information Déposé en Application de l'Article 145 du Règlement, par la Commission des Affaires Étrangères, en Conclusion des Travaux d'Une Mission d'Information sur la Stratégie de la France et de l'Europe à l'Égard de la Chine », *Assemblée Nationale*, 9 février 2022, https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/politique_france_europe_chine.

88 « La France Peut-Elle Contribuer au Réveil Européen Face à la Chine ? », *Sénat*, 23 septembre 2021, <http://www.senat.fr/presse/cp20210923b.html>.



sade de Chine est en chute libre. Alors que multiplier les interactions avec les représentants chinois était auparavant vu comme bénéfique pour leur carrière politique, car pouvant présenter cela à leurs électeurs comme la recherche d'opportunités économiques, la dégradation de l'image de la Chine en France et les tensions internationales changent la donne. C'est à l'inverse en critiquant ouvertement certaines politiques chinoises que des femmes et hommes politiques peuvent désormais obtenir des gains politiques auprès de leurs électeurs.

De nombreux groupes visant à renforcer les relations France-Chine à travers des réseaux de personnalités ont également été mis en place, mais sont désormais moins visibles. Certains font également l'objet de critiques comme étant des réseaux d'influence avant tout de la Chine vers la France, et non l'inverse.⁸⁹ C'est le cas par exemple de la France-China Foundation, de la Fondation France-Chine, du China France Investment Dialogue, du Club 50, du Club Connexion France-Chine ou encore du Comité d'échanges franco-chinois. La prise en compte progressive dans les médias et au sein de l'administration des stratégies d'influence chinoises en France, et la publication de diverses recherches à ce sujet ces dernières années, tendent à affaiblir ces réseaux et à accroître la prudence d'une partie des autorités et de la société civile.

89 Bruna Basini, « Qui Sont les Relais de l'Influence Chinoise en France ? », *Le Journal du Dimanche*, 30 janvier 2023, <https://www.lejdd.fr/Economie/qui-sont-les-relais-de-linfluence-chinoise-en-france-3477800>.

Partie 3 :

Imaginer l'avenir du Parti communiste chinois

Nous présentons ici deux scénarios de succès et d'échec du Parti communiste chinois. Le succès doit tout simplement être entendu en l'espèce comme la capacité du PCC à maintenir son hégémonie et à accroître son pouvoir. L'échec, *a contrario*, prend la forme d'un processus qui, sans conduire à un effondrement du régime, pourrait entraîner une perte significative de pouvoir. Commençons peut-être par rappeler que construire des scénarios ne signifie nullement faire des prédictions. Les prédictions sont le seul domaine des sciences dures ; le domaine de la fiction est plutôt celui de l'anticipation, qui est une herméneutique, c'est-à-dire un art de l'interprétation. Il ne s'agit donc pas de prédire des événements, mais d'interpréter des processus qui nous permettent d'entrevoir un futur possible. L'usage du scénario nous permet de formuler des hypothèses, y compris celles qui peuvent paraître farfelues et que nous avons parfois tort d'écarter. Ces productions ont une force heuristique en ce qu'elles nous permettent de pousser des hypothèses jusqu'à leurs conséquences logiques. Ces œuvres peuvent en fait être considérées comme des expériences de pensée. La nature indéfinie du futur permet de modifier les conditions socio-historiques que nous pourrions rencontrer. Cette malléabilité est importante car elle permet une dimension exploratoire. Les deux scénarios présentés ci-après permettent ainsi de réfléchir à deux évolutions possibles du PCC et d'imaginer les réactions que cela pourrait générer du côté français, en gardant à l'esprit que malgré la volonté croissante de la France de protéger ses intérêts dans le Pacifique Sud, l'asymétrie de puissance et l'éloignement conduiraient probablement Paris à beaucoup de prudence, ce qui transparait clairement dans la section précédente consacrée à l'histoire tout comme dans la partie sur l'histoire des relations entre la France et la Chine.

Scénario 1 : Asphyxier Taïwan

Au mois de novembre 2022, Xi Jinping est investi pour un troisième mandat, son pouvoir est très largement consolidé, ses ennemis éliminés, nombre de cadres mécontents maugréent mais nul n'ose s'opposer directement au nouveau « Grand timonier ». Son avenir assuré, le secrétaire général exige du parti et de l'Armée populaire de libération (APL) un plan pour faire plier Taïwan. L'île renégate doit absolument rejoindre le giron chinois pour le centenaire de l'APL en 2027. Les généraux estiment toutefois qu'un tel calendrier fait de tout projet d'invasion de Taïwan, une pure chimère, l'île doit donc tomber sans coup de feu.

Dès le début de l'année 2023, la République populaire de Chine déploie toutes ses capacités de manipulation de l'information afin de favoriser la campagne électorale du candidat du Kuomintang, Eric Chu, président du parti nationaliste depuis octobre 2021, face au candidat du parti démocrate progressiste (PDP), Lin Chia-lung, ancien ministre des Transports et Communications du gouvernement de Tsai Ing-wen. Faisant peu de cas des enquêtes sociologiques qui révèlent unanimement un enracinement de l'identité locale, le PCC espère que l'élection du candidat de l'opposition facilitera les opérations visant à rapprocher les deux rives. Loin d'innover toutefois, les acteurs chinois de l'influence en direction de Taïwan usent de ressources déjà employées auparavant sans succès. Les médias chinois dédiés à la désinformation des Taïwanais, tels que la China Huayi Broadcasting Corporation ou encore *Voice of the Strait*, multiplient les diffusions en direction de la population insulaire et en premier lieu la jeunesse qu'il faut absolument conquérir. Quant aux médias taïwanais, ayant échoué à en prendre le contrôle, le PCC



s'évertue plutôt à les disqualifier. Les électeurs ne doivent plus croire un seul média, la possibilité même d'établir la vérité doit être annihilée. Le PCC exploite également de nombreux relais locaux capables de « blanchir » et de diffuser dans l'île des informations forgées par lui en faveur du KMT. C'est le cas notamment d'associations professionnelles, telles que celles des pêcheurs et agriculteurs dans le sud de l'île largement acquis au KMT, mais aussi de réseaux de temples bouddhistes, des milieux d'affaires et de groupes mafieux.

Malgré ces efforts, le candidat du PDP, Lin, est élu le 17 janvier 2024 avec 48,4% des suffrages ; Chu est battu (il ne rassemble que 41,2% des suffrages), le plan du PCC sombre avec lui. Ce résultat médiocre provoque l'ire de Xi Jinping qui promet une purge massive des généraux si Taïwan n'est pas sous contrôle avant 2027. Le sursis obtenu par les généraux les exhorte à l'élaboration d'un autre plan, plus offensif. Le salut pourrait venir des États-Unis, où la campagne pour l'élection présidentielle fait rage entre Donald Trump, à nouveau candidat du parti républicain, et Kamala Harris, candidate démocrate adouée par Joe Biden qui a refusé de concourir pour un second mandat. Cette campagne donne lieu à une violence verbale et physique inédite, les séides de Trump n'hésitant pas à menacer, intimider et agresser physiquement les sympathisants démocrates. Dans le même temps, Trump construit sa candidature sur le supposé état de pourrissement des médias de Washington et promet leur « lynchage » s'il est porté au pouvoir. Lors des élections de novembre 2024, Harris recueille 50,1% des voix et une faible marge électorale. Au cours des mois précédant l'investiture, Trump refuse d'admettre ce résultat et encourage ses électeurs à venir protester devant la Maison Blanche et le Congrès. La Cour suprême est, du reste, saisie pour irrégularité de la procédure, certains bulletins de vote par correspondance comptabilisés seraient en effet arrivés après le délai imposé par la loi, or ces bulletins favorisent traditionnellement les démocrates. Les électeurs s'opposent, les États-Unis semblent littéralement coupés en deux, la foi dans les institutions est ébranlée, celles-ci se trouvent paralysées dans l'attente des décisions de la Cour suprême. Certains États fédérés, encouragés par Trump, proposent un retour à la forme de la confédération. Les juges tiennent l'avenir du fédéralisme entre leurs mains. Nombre de démocrates craignent que cette cour, profondément conservatrice, ne finisse par porter au pouvoir Trump.

Alors que les yeux des Américains demeurent braqués sur leur élection contestée, la Chine décide de passer à l'offensive. Le 21 décembre, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, prononce un discours retentissant dans lequel il accuse le gouvernement taïwanais d'impérialisme dans la lutte contre la criminalité maritime au large de Taïwan qui met en péril une partie de l'économie de la Chine et les emplois de milliers de Chinois. Pour faire cesser cette « situation intolérable », Wang affirme que les autorités chinoises, auxquelles est soumis le gouvernement taïwanais, ont décidé la mise en œuvre d'une quarantaine autour de l'île. Aux dires des autorités chinoises, il ne s'agit pas d'un blocus militaire mais seulement d'une mesure de police dont l'application est confiée à l'armée. Pour ce faire, la marine chinoise, appuyée par les forces aériennes, sera puissamment déployée autour de Taïwan. Tout bâtiment en provenance ou à destination de Taïwan sera désormais contrôlé par les forces chinoises. L'approvisionnement de l'île ne sera nullement entravé mais les autorités chinoises saisiront tout produit de contrebande ou tout bien vendu illégalement à Taïwan, notamment les armes. Wang précise qu'il ne s'agit en aucun cas d'un acte de guerre mais simplement d'un rétablissement de la légalité et d'une application de la loi de la RPC, décision motivée par la défaillance des autorités locales. Tout État qui ne respecterait pas les mesures prises par Pékin devra en subir les conséquences.

Le jour même, la marine chinoise commence son déploiement accompagné de centaines d'avions patrouillant à proximité de Taïwan. Lin demande immédiatement le soutien des gouvernements américain et japonais, mais Biden hésite à intervenir. La démocratie américaine est menacée de l'intérieur et, après tout, la Chine n'a pas encore envahi Taïwan ; sans acte de guerre formel il est difficile d'imposer une intervention militaire à la population américaine plongée dans une crise d'une gravité exceptionnelle. Face aux hésitations de Biden, le gouvernement japonais se refuse à intervenir seul en dépit de l'inquiétude ressentie à Tokyo. Le président américain exhorte les Taïwanais à ne pas prendre de décision inconsidérée, aucune intervention américaine ne pourrait être justifiée si la guerre était

provoquée par Taïwan. Lin obtempère malgré les plans proposés par l'armée taïwanaise pour briser la quarantaine au plus tôt. À Paris, par mesure de précaution, le président décide de la suspension de toutes les opérations de liberté de navigation (FONOPs) en mer de Chine et, *a fortiori*, dans le détroit de Taïwan, jusqu'à nouvel ordre. Lors d'un échange téléphonique avec Xi, il offre de jouer les intermédiaires, proposition écartée par le secrétaire général du PCC. Les forces françaises présentes en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française sont placées en état d'alerte et le chef d'état-major des armées (CEMA) demande en urgence à la DGSE et à la Direction du renseignement militaire (DRM) une évaluation de la situation.

La marine chinoise se déploie au large des côtes de Taïwan et bloque l'accès des huit principaux ports de l'île : Kaohsiung et son annexe d'Anping, Keelung et l'annexe de Suao, Taipei, Mailiao, Hualien et Taichung. L'APL procède également à la coupure de plusieurs câbles sous-marins reliant Taïwan au reste du monde, couvre le pourtour de Taïwan de milliers de mines sous-marines et lance, en quelque heures à peine, plusieurs milliers de cyberattaques contre les administrations, les infrastructures de distribution d'énergie et de transports, les institutions financières, le système hospitalier et les principales entreprises taïwanaises. Le département de cybersécurité du gouvernement taïwanais est littéralement submergé par le flot incessant d'attaques en provenance du continent, dont aucune n'est revendiquée par Pékin, officiellement il ne s'agit que d'actes isolés de « citoyens patriotes ». Les institutions locales sont intégralement désorganisées. Les gouvernements américain, japonais, ainsi que l'Union européenne protestent mais sans aller jusqu'à prendre des sanctions contre la Chine de peur d'envenimer la situation. Le président français est notamment l'un des défenseurs, au côté du chancelier allemand, d'une position « nuancée » à l'égard de Pékin. La priorité, rappelée par Bercy et le Quai d'Orsay à Paris, est de ne pas braquer la Chine, d'éviter des sanctions similaires à celles infligées par Pékin en 2008 qui pourraient affaiblir un peu plus les groupes français. Une note, remise par le CEMA au président, affirme que le modèle d'armée français ne permet pas au pays d'envisager une quelconque implication dans le conflit qui se prépare si ce n'est sur le plan cyber, mais avec la certitude que les mesures de rétorsion chinoises seront sévères. Les intellectuels, *a contrario* de leur posture durant la guerre en Ukraine de 2022, peinent à s'intéresser à Taïwan et ceux qui prennent parti plaident pour un non-interventionnisme : « Taïwan est trop loin », « La France n'a aucun intérêt dans cette affaire qui est de la responsabilité des États-Unis », « Il ne s'agit que de l'achèvement d'une guerre froide qui n'a que trop duré », « Après tout, les Taïwanais sont Chinois, il ne faut pas s'opposer à leur volonté de réunification ». Certains médias français déplorent l'agressivité de la Chine et la passivité occidentale, mais semblent considérer que Taïwan est déjà perdu. L'interprétation dominante du reste est que les Chinois n'iront pas plus loin, que Xi Jinping n'a pas de volonté d'expansion territoriale. Son ambition se limite à assurer l'hégémonie du PCC : « Tant que nous ne les provoquons pas, les Chinois n'ont que des ambitions pacifistes », s'exclame un ancien Premier ministre français.

Jugeant l'attitude du gouvernement chinois cruelle et inacceptable, des Taïwanais manifestent dans les rues des principales villes de l'île afin de demander le respect de leur liberté politique et une intervention de la communauté internationale, ils scandent leur slogan : « Souvenez-vous de l'Ukraine ! ». Pékin active alors des cellules dormantes implantées dans l'île depuis plusieurs années. Un document secret révélant que les gouvernements japonais et américain n'ont pas l'intention de se battre pour Taïwan est diffusé via les réseaux sociaux. Présenté comme authentique, il s'agit en réalité d'une forgerie du ministère chinois de la Sécurité d'État. Les agents chinois sur l'île, profitant de la confusion créée par ce document, organisent des contre-manifestations qui visent le Japon et les États-Unis. La tension s'accroît, le gouvernement Lin est la cible de critiques de plus en plus nombreuses pour son incapacité à gérer cette crise et à défendre l'île, voire pour sa duplicité. La confusion s'empare de la population qui se sent totalement isolée.

Dès le mois suivant, les conséquences matérielles de la quarantaine commencent de se faire sentir, les ressources énergétiques fondent à vue d'œil, l'électricité n'est plus disponible que quelques heures par jour, certaines matières premières indispensables à l'économie taïwanaise ne parviennent plus jusqu'à l'île. Le succès d'une intervention



armée semble désormais hautement hypothétique tant la Chine a pu consolider ses positions. Le 10 février 2025, prétextant de difficultés sanitaires provoquées par un virus virulent sur l'île de Matsu, territoire taïwanais situé à seulement neuf kilomètres du continent et occupé par quelque 13 000 personnes, Pékin envoie un détachement du corps médical accompagné de marines. Ils se saisissent de Matsu sans tirer un seul coup de feu. Cette première prise est présentée par les médias chinois comme une victoire nationale. Le moral est au plus bas à Taipei où la classe politique se déchire, une séance du Yuan législatif donne lieu à un pugilat en règle entre députés du KMT et du PDP. La colère de la population gronde.

À Kinmen, la situation se détériore rapidement. La quarantaine aggrave les difficultés d'approvisionnement en eau dont souffre l'île depuis de nombreuses années. La population puise abondamment dans les réserves d'eau souterraine mais provoque ainsi une augmentation extrêmement rapide de la salinité de l'eau qui devient vite inconsommable. Les six responsables des bourgs de l'île, tous membres du KMT, signent alors un accord pour demander une intervention immédiate de la Chine. Pékin accepte et, à l'instar de l'opération menée sur Matsu, prend possession de Kinmen sans coup férir en arguant d'une intervention humanitaire.

Sur la base de ces échecs patents, le camp pan-bleu dépose une motion de destitution du chef de l'État devant le Yuan législatif. Une majorité très large se constitue pour obtenir le départ du président Lin. Eric Chu se présente alors comme le seul capable de calmer Pékin et d'obtenir la survie de l'indépendance *de facto* de Taïwan. Xi Jinping, de son côté, affirme qu'il acceptera de discuter d'une levée de la quarantaine si le candidat KMT devient son interlocuteur. De crainte d'essuyer un revers humiliant, Lin Chia-lung et son vice-président décident de démissionner avant le vote du Yuan législatif. Les députés arrêtent alors la constitution d'un gouvernement d'urgence doté des pleins pouvoirs de négociation confié à Eric Chu et programment l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle pour le 15 avril, si le calme est revenu. Xi Jinping et Eric Chu conviennent de s'entretenir à Pékin où Eric Chu s'envole immédiatement. Les négociations s'achèvent après plusieurs heures par l'annonce de la fin de la quarantaine imposée par la Chine en échange de l'acceptation par Taïwan du programme « un pays, deux systèmes ». La situation s'apaise rapidement dans le détroit et les Taïwanais peuvent reprendre une vie presque normale. L'hypothèse d'une indépendance de l'île est définitivement abandonnée, une représentation officielle du gouvernement de Pékin s'installe à Taipei.

Aux États-Unis, Kamala Harris prête enfin serment le 20 janvier. La situation semble stabilisée mais l'image du pays s'est effondrée en Asie où plus aucun pays ne semble leur faire confiance. Pékin lance alors une « Initiative pour une nouvelle Asie » dont les États-Unis sont exclus et au sujet de laquelle la plupart des pays de la région se pressent de manifester leur intérêt. Lors du sommet de Nankin du 1^{er} août 2027 – un siècle après la création de l'armée rouge – célébrant l'avènement de l'Initiative, même l'Australie et la Nouvelle-Zélande figurent parmi les membres fondateurs. Le gouvernement français, ayant d'abord refusé d'intégrer cette organisation contrôlée par la Chine, finit par la rejoindre en 2029 afin de faire cesser les opérations d'influence de Pékin en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française. Dans le même temps, Paris s'efforce de produire un discours rassurant à l'égard de Washington mais les dirigeants français ne croient plus en la capacité des États-Unis à jouer un rôle stabilisateur en Asie ni même en Europe.

Scénario 2 : Far-West technologique

Le 30 janvier 2022, Wang Jisi, directeur de l'Institute of International and Strategic Studies de l'université Beida à Pékin, publie une étude intitulée « Rivalité stratégique sino-américaine dans le domaine des technologies : analyse et perspectives » (« 技术领域的中美战略竞争：分析与展望 »). Wang Jisi y développe l'idée que les avancées technologiques de la Chine sont insuffisantes, plaçant le pays dans une position de dépendance et de vulnérabilité à l'égard de la politique de découplage des États-Unis, notamment dans les domaines des semi-conducteurs, de l'intelligence artificielle et de l'aérospatial. Le diagnostic du chercheur et de son équipe est implacable : la Chine est en

retard, très en retard. Les citations de travaux de recherche demeurent trop peu nombreuses, les brevets d'imparfaite qualité et les chercheurs encore insuffisamment formés. Le lendemain, jugeant que les propos de Wang Jisi dépeignent un modèle chinois trop peu flatteur, le pouvoir bloque l'accès à cette étude et confie à Jiang Jinqun, le nouveau directeur du Bureau central de recherche sur les politiques, la formulation de contre-mesures.

Le 13 mai 2023, à l'issue de la session de la 14^e Assemblée nationale populaire (ANP), un plan national de rattrapage technologique baptisé « La Chine en est capable ! » (中国能做到!) est lancé. L'idée du Parti est de mobiliser l'ensemble des acteurs de la société afin de positionner la Chine en première puissance scientifique et technologique à l'horizon 2043. Un véritable activisme est imposé à l'ensemble des cadres du parti qui n'est pas sans rappeler le Grand Bond en avant. Il ne s'agit donc pas de libéraliser la recherche mais de l'administrer le plus finement possible, d'instiller le désir de développer la science dans la moindre cellule sociale. Un Bureau de contrôle de la contribution à la science est créé au sein de la commission de discipline du Parti, avec pour tâche de veiller à l'implication de tous les cadres. Cet objectif devient prioritaire. Il l'est d'autant plus que les conséquences néfastes des mesures de découplage des États-Unis prennent de l'ampleur, entravant ainsi la progression d'acteurs clés de l'économie chinoise. En sus de la stabilité sociale et du développement économique, les cadres sont désormais également évalués sur le nombre de projets de recherche scientifique ou technologique qu'ils ont su promouvoir dans leur zone de responsabilité administrative, un peu à l'image des officiers du KGB de l'ère Andropov. Pour répondre à ces injonctions, les cadres du parti contraignent de nombreux acteurs de l'économie à investir dans la recherche ; ils soumettent notamment l'accès à un certain nombre de services de l'État à une contribution minimale au développement de la recherche nationale. À la fin de l'année 2024, les efforts consentis conduisent à une véritable progression des moyens investis dans la recherche. Les retours de la base sont excellents : dans tous les domaines clés, la Chine comble son retard, le nombre de projets de recherche en cours a connu une croissance de près de 25% en l'espace d'une seule année, les prévisions de dépôt de brevets sont spectaculaires et l'architecture de formation des chercheurs est complètement repensée. Les quelques brebis galeuses qui refusent d'appliquer ce plan sans discuter de sa pertinence ou de ses modalités sont sanctionnées sans vergogne. L'euphorie s'empare du comité permanent qui ne tarde plus à considérer qu'il eût pu fixer des objectifs plus ambitieux encore.

Les projets se multiplient non seulement dans les centres de recherche et les universités, mais aussi au sein des entreprises et de l'Armée populaire de libération. Les figures de chercheurs ayant contribué à l'émergence de la Chine sur la scène internationale sont mises en avant, les écoliers apprennent par cœur le récit des grandes découvertes, des chansons sont écrites pour glorifier la science chinoise. Une véritable fièvre idéologique s'empare du pays. Durant l'année 2025, Pékin peut en outre s'enorgueillir de quelques succès de premier plan : l'élaboration de nano-robots capables d'injecter des charges utiles directement au cœur des cellules malades, offrant des avancées significatives dans la lutte contre plusieurs maladies infectieuses ; la réussite d'un clonage de chimpanzés, espèce dont le patrimoine génétique est le plus proche de l'être humain, à partir de cellules somatiques permettant d'envisager dans un avenir relativement proche le clonage humain ; le succès du programme Quess (*Quantum Experiments at Space Scale*) qui débouche sur des avancées significatives en matière d'internet sécurisé par cryptographie basée sur la téléportation quantique. Le programme « La Chine en est capable ! » connaît un tel succès qu'aucune critique n'est permise. Les Cassandre qui ont le malheur d'évoquer une dispersion des efforts ou l'utilité marginale de certains projets sont écartées de toute responsabilité. L'assentiment est unanime.

Mais dès 2026, la campagne menée par le parti commence à générer une série de problèmes. Certains cadres relèvent des dissonances et incohérences dans les rapports d'évaluation de la mise en œuvre du programme « La Chine en est capable ! ». Les résultats semblent largement surévalués par les cadres locaux, quant aux acteurs de la société impliqués dans le programme, ils apparaissent plus enclins à poursuivre leurs intérêts que ceux du parti. Toutefois, le risque de sanctions contraint au silence ces cadres trop clairvoyants. De fait, le mode de gouvernance mis progressivement en place par Xi Jinping à partir de 2013 a placé la peur au cœur de la stabilité du régime. Le



niveau d'adhésion des cadres aux projets du parti, déjà relativement faible sous Hu Jintao, s'effondre de manière vertigineuse. Les cadres, véritable colonne vertébrale du régime, sont paralysés par la peur, le consentement total devient rapidement le meilleur moyen d'être promu ; toute initiative administrative audacieuse, qui pourrait mésinterpréter les ambitions du parti, est perçue comme une prise de risque inconsidérée. Le corollaire en est le développement d'une culture du mensonge administratif déjà bien implanté au cœur du système. Une ère de glaciation administrative éclot peu à peu, le régime n'est plus informé de manière fiable. Non seulement les cadres sont apeurés, mais les dispositifs d'évaluation de l'humeur sociale, tels que les bureaux des lettres et visites, sont vidés de leur substance. Aucune information qui n'aurait été adaptée aux attentes du pouvoir ne peut espérer remonter la chaîne informationnelle ; le mensonge est institutionnalisé ; le parti est intoxiqué par sa propre administration. Il est fort, liberticide, répressif mais... aveugle.

Le programme mis en branle par le parti produit d'autres effets inattendus. Les pressions exercées en cascade sur l'ensemble de la chaîne d'acteurs impliqués dans la recherche et les sanctions très dures imposées à ceux qui n'atteignent pas les objectifs quantitatifs poussent les centres de recherche et entreprises en quête d'expédients. Pour accélérer l'arrivée des résultats, certains centres de recherche et entreprises n'hésitent pas à monter des opérations d'espionnage scientifique et technique à l'étranger ou en Chine contre des acteurs vus comme des concurrents dans cette compétition instiguée par le parti. Les cyberopérations visant à dérober des données se multiplient, elles s'accompagnent de l'instrumentalisation de doctorants chinois présents dans des laboratoires travaillant sur les technologies ciblées par le Parti et d'opérations de compromissions de chercheurs étrangers. Alors qu'au début des années 2020, les opérations d'espionnage originaires d'entreprises représentaient déjà une part importante des actes d'espionnage chinois, cette part explose dès la fin de la décennie. Plus grave encore, les acteurs de la recherche, incapables de mener seuls ce type d'opérations, tendent à les confier à des acteurs plus compétents dont des entreprises spécialisées en cybersécurité, des cabinets de conseil en intelligence économique, certaines unités de l'APL et les triades. C'est donc un véritable processus de criminalisation de la recherche qui se fait jour dont l'ampleur échappe au sommet du parti. Ces mesures s'accompagnent du reste d'une campagne de recrutement massive des chercheurs étrangers les plus brillants afin d'accélérer encore les résultats. Les universités, centres de recherche et entreprises, offrant des salaires exorbitants, ne tardent pas à débaucher des chercheurs dans les établissements d'élite en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Un véritable « brain drain » se met en place qui fait de la Chine le premier marché de la recherche mondiale. Cette quête hystérique atteint également l'accès aux ressources rares. Les centres de recherche et entreprises déploient des moyens immenses pour acquérir des terres rares et autres ressources naturelles indispensables à leurs recherches. Pour ce faire, ils s'associent là encore aux triades et à l'APL pour sécuriser leurs investissements, contraindre les producteurs à leur céder leur production ou éliminer des concurrents trop agressifs.

Ces nouvelles modalités de la recherche en Chine conduisent à un accroissement rapide des tensions avec l'Europe et les États-Unis. L'année 2028 est émaillée de scandales liés à des affaires d'espionnage impliquant la Chine : un océanographe français de l'Ifremer travaillant sur des digues portuaires productrices d'énergie est accusé d'avoir transmis des données essentielles contre rémunération à un officier de renseignement travaillant pour le compte d'une université chinoise ; le gouvernement des États-Unis attribue à des unités de l'APL, des opérations de hacking des données de plusieurs entreprises de pointe telles que Xilinx et Nvidia, spécialisées dans les semi-conducteurs ; au Japon, les services de renseignement révèlent que le président de Nippon Steel entretient depuis plusieurs années une liaison avec une Taïwanaise opérant au profit des services chinois. La tension s'accroît et plusieurs pays décident de durcir les conditions d'accès des chercheurs et étudiants chinois sur leur territoire. Ces mesures conduisent les acteurs chinois à concevoir des opérations de plus en plus sophistiquées : les officiers chinois n'agissent plus directement et privilégient l'utilisation d'intermédiaires et les opérations sous faux pavillon. Cette escalade a pour effet de dégrader un peu plus encore l'image de la Chine dans le monde, qu'un cercle sans cesse plus large d'acteurs qualifie d'État prédateur. Les dirigeants chinois sont de plus en plus isolés de la communauté internatio-

nale. A l'initiative des États-Unis, nombre de pays victimes des assauts chinois décident de former une Entente pour favoriser les échanges de renseignement mais aussi la mise en œuvre d'opérations défensives communes, autour du noyau que constituent les Five Eyes, dont le Japon, la Corée du Sud, Israël et l'Allemagne font partie. La France, afin de ne pas froisser le gouvernement chinois et de peur des mesures de rétorsion dont elle pourrait être l'objet, décide de ne pas adhérer formellement à l'Entente tout en exigeant de la DGSE qu'elle coopère avec les services de renseignement des pays membres. Paris choisit en outre de limiter les visas émis au profit de chercheurs et docteurs chinois. Mais pour ne pas vexer Pékin, cette politique de restriction s'accompagne de discours enjôleurs sur la qualité de nos échanges et la force de notre partenariat stratégique.

L'implication de l'APL dans ces programmes de recherche renforce du reste la politique de fusion civilo-militaire, déjà considérée comme une stratégie nationale depuis 2015. Non seulement militaires et civils joignent leurs forces dans de multiples projets portant sur des technologies duales, mais le rôle de l'APL va bien au-delà : l'armée devient l'un des instruments de l'acquisition de données scientifiques et techniques à l'étranger pour les centres de recherche et entreprises. Dans certaines régions, des unités de l'APL sont également sollicitées pour assurer la protection de certains acteurs du programme contre les tentatives de prédation des concurrents, d'autres profitent de leur situation pour accaparer des données qu'elles revendent au plus offrant. L'APL agit souvent de concert avec les triades qui, elles aussi, et pour des raisons similaires, deviennent un acteur-clé de la mise en œuvre de ce programme. Des forces centrifuges puissantes commencent de travailler le régime, nombre d'acteurs locaux semblent en mesure de renforcer leur autonomie vis-à-vis du centre.

Au début 2028, l'université Beida lance en collaboration avec Baidu le premier métavers chinois dédié à la recherche. L'idée est d'accélérer, via le métavers, les processus d'expérimentation et donc le dépôt de brevets. Cette annonce est suivie de la création de multiples métavers de recherche par des universités et entreprises concurrentes. Rapidement, les métavers s'étoffent et dépassent la simple ambition de recherche. Les acteurs chinois y voient également un moyen d'y capter des données en masse. Une concurrence effrénée se développe, les différents projets rivalisent de séduction pour attirer les citoyens chinois dans leurs univers où ils seront incités à consommer et à partager leurs données. En mai 2029, Tencent s'allie avec un groupe criminel afin de lancer une cyberattaque contre les serveurs du métavers de Baidu/Beida. Le métavers le plus ancien de Chine s'évanouit, privant ses abonnés de tout accès pendant plusieurs semaines, nombre de « métanautes » passent à la concurrence durant ce laps de temps. Dès lors, les métavers commencent de renforcer la sécurité de leurs systèmes et s'engagent dans des processus de construction identitaire afin de limiter les risques de circulation des individus d'un métavers à l'autre. L'université Qinghua, qui s'est associée à Xiaomi pour son métavers, est la première à instituer un département de la propagande du métavers dont la mission est de renforcer le « nationalisme » de ses « métanautes », initiative rapidement imitée par les concurrents. Une véritable archipelisation de l'identité s'engage.

Lentement, une économie parallèle se met en place via les métavers. Les individus passent une part croissante de leur temps libre dans ces univers animant leurs avatars. Le parti, conscient des risques inhérents à ce type d'innovation pour le maintien de son hégémonie mais désireux de ne pas couper la dynamique d'innovation, implante des cellules dans tous les métavers entravant ainsi toute possibilité de politisation. Mais ces cellules sont rapidement dépassées par la tâche et les cadres responsables de ces missions incapables de suivre l'expansion presque sans limite de ces nouveaux univers. Certes, aucun parti politique d'opposition ne voit le jour dans les métavers, mais les identités s'y construisent sans véritable référence au parti. Certains processus de radicalisation commencent à se faire jour qui, s'ils ne contestent pas directement le parti, sapent les fondations. Le parti n'a pas d'opposant dans les métavers mais ne parvient pas à exister.

Certains cadres du PCC commencent de percevoir les dangers représentés par le programme « La Chine en est capable ! ». Des débats, d'abord feutrés, sourdent. Mais un article publié le 25 mars 2030 dans *Qiushi* laissant entendre que le programme est une entreprise qui remet en cause l'idéologie et la survie du parti met le feu aux



poudres. La lutte s'engage avec ceux qui mettent en avant les succès scientifiques et techniques faisant de la Chine une puissance dominante, en passe de surpasser les États-Unis. Les affrontements sont de plus en plus directs et s'intensifient à mesure que le 22^e congrès du parti, prévu en 2032, approche. Xi Jinping ne concède aucun pouvoir à ses concurrents et son contrôle sur le parti demeure presque total. Âgé de 79 ans et affaibli, il peine toutefois à mesurer l'ampleur des effets néfastes pour le régime de son programme de modernisation scientifique et technique. Nombre de cadres commencent de craindre un effondrement du système.

Alors que le PCC se dirige vers un affrontement fratricide dont on peine à percevoir l'issue – renforcement de la ligne Xi ou nouvelle politique d'ouverture –, l'incapacité des pays de l'Union européenne à construire des acteurs mondiaux de l'économie des nouvelles technologies et à résister efficacement à l'agressivité chinoise conduit la France à pousser ses entreprises à se rapprocher d'acteurs américains. (Cette évolution peut d'ailleurs être vue comme un effet induit de la stratégie chinoise à l'égard de l'Europe. Le socle de la stratégie chinoise en Europe a toujours été de favoriser les relations bilatérales en lieu et place de mécanismes multilatéraux. Ce type de relation place en effet Pékin dans une position asymétrique avantageuse permettant d'obtenir plus tout en faisant croire aux Européens qu'ils jouissent, ce faisant, d'une relation privilégiée avec la Chine. Ce schéma apparaît clairement dans les développements historiques précédents. Mais lorsque à la faveur du scénario développé ici, la naïveté cède le pas, les Européens n'ayant rien construit, n'ont plus qu'à se tourner vers les États-Unis). Plusieurs accords sont ainsi conclus entre des entreprises américaines et des fleurons de la recherche française, tels que les sociétés Snips (qui propose un assistant vocal qui ne transfère pas les données des utilisateurs dans le cloud) ou Blade (inventeur du *cloud computing*, autrement dit d'un ordinateur virtuel). D'abord timoré à l'égard du projet d'Entente contre la Chine, le gouvernement français s'en rapproche ainsi inexorablement. Les relations avec Pékin s'avèrent de plus en plus complexes et tendues. Peu à peu, Entente et Chine établissent deux univers dont les acteurs, les règles et institutions divergent de manière croissante.

Conclusion

Des lignes qui précèdent, quelques idées-forces méritent d'être soulignées :

- La France s'est intéressée tardivement à la Chine et avec moins de succès que ses concurrents.
- À partir de 1949, les relations entre la France et la Chine sont déterminées par celles entre les États-Unis et la Chine.
- La reconnaissance de la République populaire de Chine (RPC) en 1964 est un moment fondateur, mythifié à l'excès, dans les relations des deux pays. Mais les résultats concrets demeurent faibles.
- Malgré les ravages de la Révolution culturelle et l'absence d'initiatives politiques communes entre Paris et Pékin, le modèle maoïste chinois a continué à rayonner en France jusqu'en 1976.
- À partir des années 1990, la priorité est donnée aux questions économiques.
- Dans les relations politiques, toute action qui froisse Pékin conduit à un retour de bâton, qui pousse à la prudence.
- L'importance prise par la Chine ces dernières années dans la réflexion stratégique française.
- La tendance croissante désormais en France à voir la Chine comme un rival systémique.
- La volonté croissante de la France de défendre ses intérêts dans le Pacifique Sud, mais contrainte par un rapport de puissance avec la Chine largement asymétrique.

The Andrew W. Marshall Foundation

Founded by Andrew W. Marshall and Jaymie Durnan, with the continued support of generations of people who worked for, worked with, or were mentored by Andy Marshall, the Andrew W. Marshall Foundation is a 501(c)(3) tax-exempt organization. The people and work it supports are impartial and intellectually fearless.

Designed by: Selena Robleto, Red Velvet Creative

Edited by: Thomas Mowle, Rampart Professional Solutions

© March 2023















The Andrew W. Marshall
FOUNDATION

The Andrew W. Marshall Foundation

1 Woodbury Hill Road

Jaffrey, NH 03452

www.andrewmarshallfoundation.org

The Andrew W. Marshall Papers™